

Consultations de la Coalition dynamique de l'UNESCO pour les REL

22-24 juillet 2020

Rapport final de la réunion



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Table des matières

Introduction	3
Délibérations de la consultation en ligne	4
Séance 1 : Ouverture	4
Séance 2 : Groupe de travail 4 – La durabilité	4
(a) Révision et actualisation des dispositions actuelles et des politiques de passation des marchés en vigueur.....	4
(b) Promotion de nouvelles sources de financement et de partage des ressources	6
(c) La recherche.....	6
Séance 3 : Groupe de travail 3 – Un multilinguisme inclusif et de qualité	7
(a) Des REL accessibles et inclusives	7
(b) Multilinguisme	8
(c) Assurance qualité.....	9
(d) Recherche	10
Séance 4 : Groupe de travail 2 – Les politiques	10
(a) Conduire des recherches et fournir des données pour élaborer des politiques en matière de REL.....	11
Séance 5 : Groupe de travail 1 – Le renforcement des capacités	12
(a) Supports existants et nouveaux supports en matière de renforcement des capacités	12
(b) Favoriser la collaboration entre les défenseurs des REL	13
(c) La recherche (création de connaissances) et la recherche collaborative.....	14
Systeme de communication électronique	14
Séance 6 : Clôture.....	16
Conclusion	16
Annexe 1 : Résultats de l'enquête en ligne	17
Données démographiques concernant les participants.....	17
Séance 2 – Groupe de travail 4 : La durabilité.....	18
Séance 3 –Groupe de travail 3 : Un multilinguisme inclusif et de qualité.....	21
Séance 4 –Groupe de travail 2 : Les politiques.....	25
Séance 5 –Groupe de travail 1 : Le renforcement des capacités	27
Annexe 2 : Programme	31
Annexe 3 : Ressources partagées lors des consultations	32
Groupe de travail 4 : La durabilité	32
Groupe de travail 3 : Un multilinguisme inclusif et de qualité	32
Groupe de travail 2 : Les politiques	33
Groupe de travail 1 : Le renforcement des capacités	34
Annexe 4 : Profil démographique et liste des participants	38
Profil démographique.....	38
Liste des participants – Consultation en ligne du 22 au 24 juillet 2020.....	39

Introduction

Suite à l'adoption, en novembre 2019, de la Recommandation sur les ressources éducatives libres (REL)¹, l'UNESCO a lancé la Coalition dynamique pour les REL en mars 2020. La réunion de lancement a été l'occasion de définir une feuille de route pour les activités de la Coalition dynamique. La Coalition vise à renforcer la coopération internationale et régionale entre toutes les parties prenantes dans les quatre premiers domaines de la Recommandation de l'UNESCO sur les REL, et à soutenir les gouvernements dans la mise en œuvre de cette Recommandation. Dans le prolongement des activités menées jusqu'à présent, la consultation en ligne des groupes de travail de la Coalition dynamique pour les REL s'est tenue les 22, 23 et 24 juillet 2020 sur Zoom. Cette réunion était organisée par le Secteur de la communication et de l'information de l'UNESCO dans le cadre de la Coalition dynamique pour les REL. La consultation en ligne a rassemblé quelque 70 parties prenantes issues de gouvernements, d'institutions, d'organisations intergouvernementales, d'organisations non gouvernementales et du secteur privé de tous les groupes régionaux de l'UNESCO (voir l'annexe 4 pour la présentation générale des participants).

Cette consultation a fait suite à une enquête en ligne² réalisée par l'UNESCO entre le 10 et le 20 juillet 2020. L'enquête a permis de recueillir des informations sur les domaines d'action prioritaires, lesquelles ont servi de base aux discussions tenues lors de la consultation.

Les objectifs de la consultation en ligne étaient les suivants :

- préciser davantage les domaines d'action prioritaires par groupe de travail ;
- identifier les actions et les questions liées à la mise en place d'un outil électronique dédié au partage d'informations et à la collaboration concernant les activités des organisations participantes.

La consultation en ligne a consisté en six séances. Quatre de ces séances ont porté sur les domaines d'action des quatre groupes de travail thématiques. En outre, une séance d'ouverture a eu lieu le matin du 22 juillet 2020 et une séance de clôture a été tenue l'après-midi du 24 juillet 2020. Les quatre séances thématiques ont été les suivantes :

- Groupe de travail 1 – Le renforcement des capacités : renforcer les capacités des parties prenantes s'agissant de créer, consulter, réutiliser, adapter et redistribuer les REL (24 juillet – matin)
- Groupe de travail 2 – Les politiques : élaborer des politiques d'accompagnement (23 juillet – après-midi)
- Groupe de travail 3 – Des REL inclusives et équitables de qualité : encourager la mise en place de REL inclusives et équitables de qualité (23 juillet – matin)
- Groupe de travail 4 – La durabilité : favoriser la création de modèles de durabilité pour les REL (22 juillet – après-midi)

¹ Les quatre premiers domaines de la Recommandation de l'UNESCO sur les REL sont : (1) renforcer les capacités des parties prenantes s'agissant de créer, consulter, réutiliser, adapter et redistribuer les REL ; (2) élaborer des politiques d'accompagnement ; (3) encourager la mise en place de REL inclusives et équitables de qualité ; (4) favoriser la création de modèles de durabilité pour les REL. La Coalition dynamique tient compte du cinquième domaine d'action de la Recommandation de l'UNESCO sur les REL, à savoir « promouvoir et renforcer la coopération internationale ».

² Version anglaise : https://docs.google.com/forms/d/1pZY9EV5I0_mwiiEGc-gTGzW6piYQzV9-Em1ngFSaeRM/edit ;
version française : https://docs.google.com/forms/d/1KVShLvdoijwYgRgrh0YaAlJiXwjb_8D9PY71ikF5o/edit?usp=forms_home&ths=true

Par ailleurs, les thèmes transversaux ci-après ont été abordés tout au long des délibérations des groupes de travail : la stratégie de communication ; le suivi : stratégies, recherche, mesure, rapports ; la liaison avec les commissions nationales ; le soutien des activités en lien avec les nouvelles technologies et l'intelligence artificielle (IA).

Des enregistrements des séances et des exposés ont été mis à disposition sur le [site Web d'OER Africa](#) pour permettre aux participants qui ne pouvaient pas assister à certaines séances en raison de leur fuseau horaire ou d'autres problèmes d'avoir accès aux délibérations. Ceux qui ont participé de manière asynchrone ont été encouragés à fournir toute contribution en lien avec la ou les séance(s) au Rapporteur par courrier électronique. Le rapport de cette consultation, qui a été établi avec l'aide du secrétariat d'OER Africa, est présenté ci-dessous.

Délibérations de la consultation en ligne

Séance 1 : Ouverture

La séance a été animée par Mme Zeynep Varoglu, Spécialiste de programme (Secteur de la communication et de l'information), et coordonnatrice de la Coalition dynamique de l'UNESCO pour les REL. Après avoir fourni aux participants une explication technique sur la plate-forme Zoom utilisée pour les consultations, Mme Varoglu a exposé les objectifs de la consultation et présenté l'historique de la Coalition dynamique pour les REL. Elle a ensuite donné un aperçu des résultats de l'enquête (annexe 1) et des étapes qui suivraient la consultation.

M. Gasper Hrastelj (Slovénie), Président de la Coalition dynamique pour les REL en charge de la liaison avec les commissions nationales, a souligné l'importance de la participation des États membres de l'UNESCO aux activités de la Coalition. M. Mitja Jermol (Slovénie), Président de la Coalition dynamique pour les REL en charge de l'IA et des nouvelles technologies, a ensuite parlé du rôle joué par l'IA à l'appui de la Recommandation sur les REL. Mme Alexis Carr (Commonwealth of Learning), Présidente de la Coalition dynamique pour les REL en charge du suivi, a poursuivi en présentant les principaux aspects liés au suivi des activités. M. Neil Butcher (Afrique du Sud), Président en charge de la communication et Rapporteur de la consultation, a présenté plus en détail la stratégie de communication et sa pertinence pour les activités de chacun des groupes de travail. M. Butcher a souligné l'importance d'utiliser la stratégie de communication pour atteindre les principaux décideurs et les utilisateurs des REL.

En bref, la séance d'ouverture a préparé le terrain pour les séances suivantes et a permis de définir les principaux domaines à étudier lors des consultations.

Séance 2 : Groupe de travail 4 – La durabilité

Mme Varoglu a présenté la séance et a donné l'historique de la Coalition dynamique pour les REL. Le débat a été animé par Mme Lisa Petrides (États-Unis) et M. Tel Amiel (Brésil), tous deux présidents de la Coalition en charge de la durabilité. Les contributions des participants sont fournies ci-dessous en fonction des thèmes abordés lors de la discussion.

(a) Révision et actualisation des dispositions actuelles et des politiques de passation des marchés en vigueur

Les participants ont souligné la nécessité de faire connaître les REL et de collaborer avec les utilisateurs de ce type de ressources. Il importait en effet d'encourager les apprenants et les enseignants à en apprendre davantage sur les REL et sur la manière de les utiliser et de les adapter.

Ils sont convenus qu'il serait utile de recueillir des exemples de bonnes pratiques et de les partager. Dans ce contexte, les participants ont souligné l'importance de consigner des exemples de leurs propres expériences sur le terrain afin que d'autres puissent en tirer des enseignements clés. La Scholarly Publishing and Academic Resources Coalition (SPARC) menait actuellement une enquête sur les services et infrastructures de recherche en libre accès, sur la manière dont ils étaient financés, sur leurs coûts et sur les modèles qu'ils utilisaient. Un participant a fait remarquer que le groupe pourrait remanier cette enquête pour l'appliquer à l'éducation ouverte.

Un exemple a été donné du changement de modèle d'approvisionnement en Afrique du Sud. Auparavant, il existait un modèle fondé sur le marché libre et dans le cadre duquel les éditeurs publiaient des livres et les universités recevaient des fonds pour acheter un certain nombre de manuels. Le participant a expliqué que le ministère avait changé les politiques en matière d'achats pour un processus parallèle dans le cadre duquel, au lieu d'obtenir de l'argent pour acheter des manuels scolaires, les universités passaient un contrat avec des auteurs et des éditeurs en vue de la rédaction de manuels qui seraient disponibles en libre accès en tant que REL. Lorsqu'on lui a demandé comment le ministère avait abandonné l'achat au profit de la création, le participant a répondu que ce changement était le fruit d'une volonté interne au niveau politique, et que le ministère avait utilisé les fonds des donateurs pour prouver la validité du concept et lancer un appel d'offres. Au lieu de mener un effort politique de grande ampleur, il avait commencé par adopter une approche plus organique. D'autres participants ont toutefois souligné qu'il importait de maintenir le prisme politique dans le contexte de la Coalition dynamique, en se concentrant sur la manière dont les parties prenantes partageaient des cadres entre elles et aidaient les autres à créer des politiques favorisant la réalisation des objectifs de la Recommandation sur les REL.

Au sujet de l'intégration des pratiques de l'éducation ouverte dans le modèle du ministère sud-africain, le participant a expliqué que le ministère appliquait une clause standard à ses appels d'offres, stipulant que tous les droits d'auteur et de propriété intellectuelle des matériels développés par le prestataire de services au cours du projet appartenaient au ministère, lequel avait le droit d'autoriser tout individu, entreprise, organisme ou organisation à utiliser ou à modifier les matériels pour toute fin approuvée par ledit ministère. Cela incluait la vente des matériels ou leur publication sous une licence ouverte appropriée.

Les participants ont indiqué que les politiques ouvertes en matière d'achat étaient importantes car elles donnaient aux écoles, universités et collèges les moyens de stipuler des exigences de licence ouverte dans leurs demandes de propositions et leurs contrats, ce qui pouvait obliger leurs prestataires de services à fournir des ressources sous licence ouverte. Les participants ont suggéré que les gouvernements devaient prendre part à la formulation et à la mise en œuvre, au niveau national, des politiques en matière de licence ouverte comme des politiques de passation de marchés ouverte.

Axé sur les cadres de mise en œuvre, le second exemple donné concernait la conception d'un cours en ligne pour l'enseignement des STEM aux Pays-Bas. Dans ce contexte, il a été souligné que pendant la pandémie de COVID-19, le nombre de participants avait augmenté de façon spectaculaire pour atteindre 600 participants. Les concepteurs avaient modifié le contenu du cours en ligne pour se concentrer sur les besoins principaux des participants. Ils avaient collecté les ressources, outils et informations générales sur les participants des cours dont ils avaient besoin pour agir au sein de leur communauté. Les concepteurs avaient également lancé un programme de formation pour les enseignants, qui avait été très apprécié par ces derniers.

(b) Promotion de nouvelles sources de financement et de partage des ressources

Les participants ont étudié les possibilités de créer de nouveaux modèles et mécanismes de financement et ont examiné comment encourager le partage de ressources de multiples façons. Il a été suggéré au groupe de chercher à déterminer si certains principes ou valeurs qu'il souhaitait développer pouvaient avoir une influence sur l'approche en matière de durabilité.

Concernant les nouvelles sources de financement, le groupe a souligné qu'il serait important de mieux comprendre les différents modèles économiques en observant les grands éditeurs commerciaux et la façon dont ils utilisaient les concepts ouverts pour mettre en place de nouveaux modèles économiques. Ils ont remarqué qu'il pourrait être efficace d'analyser le paysage de l'édition pour identifier et comprendre les nouveaux modèles économiques et les contextes dans lesquels ils s'appliquaient. La nécessité d'adopter une approche multipartite est apparue clairement car, comme il a été suggéré, les classes ne fonctionnaient pas de manière isolée mais faisaient partie d'un réseau bien plus vaste, chaque partie prenante jouant un rôle dans le maintien du réseau.

Un exemple de modèle financier viable cité consistait en une approche systémique dans le cadre de laquelle une organisation a cherché à savoir où elle dépensait les budgets alloués aux manuels en dressant la liste de ses manuels et de leur coût dans les différents collèges où ils étaient utilisés. L'organisation a retenu le manuel le plus cher et a découvert qu'elle y consacrait 71 millions de dollars de fonds publics. L'organisation a également calculé le pourcentage de l'aide financière aux étudiants qui était consacré au manuel. L'organisation a communiqué ces chiffres au corps législatif du pays. Les statistiques étaient si convaincantes que le corps législatif a versé un capital d'amorçage pour passer à un programme d'études ouvert. L'organisation a été encouragée à appliquer la même méthode et à examiner d'autres budgets consacrés aux ressources pour les réaffecter à des ressources libres. Bien qu'efficace, ce processus prenait beaucoup de temps. Cet exemple montre que la première étape doit consister à examiner les budgets actuels et à analyser la manière dont l'argent circule.

On peut opposer à cela qu'il n'est pas toujours facile de réviser et de réaffecter des budgets existants pour soutenir les REL. Une approche possible consisterait à commencer par démontrer la validité du concept, puis à montrer qu'il présente des avantages financiers et qu'il est durable. Les éditeurs soutiennent que, contrairement aux autorités, ils sont en mesure de mettre à jour, de réviser et de maintenir la qualité. Pour cette raison, une autre participante a indiqué que dans son pays, le ministère payait les éditeurs pour qu'ils élaborent des REL, puis à nouveau pour qu'ils les mettent à jour, ce qui s'avérait beaucoup plus rentable.

Un autre exemple donné a été celui d'une université sud-africaine qui disposait d'un département de formation professionnelle pour les universitaires. Le département avait entrepris de faire de l'ensemble de ses ressources des REL et de les partager en ligne. Il collaborait avec d'autres universités – aux niveaux local et continental. Au fil du processus, les membres du département avaient remarqué que le mouvement initié avait touché d'autres institutions. Ils avaient demandé à l'université une subvention pour pouvoir employer du personnel dédié à ces activités. La durabilité des activités dépendait toutefois d'une bonne coordination et d'un financement suffisant.

(c) La recherche

Les animateurs ont interrogé le groupe sur la façon dont la recherche pourrait être utilisée pour éclairer les approches de la durabilité. Certains ont préconisé la création d'un programme de recherche et la mise en place de mécanismes de financement visant à soutenir les défenseurs des REL. Les participants ont noté que l'accent mis sur le coût n'était qu'un aspect de la durabilité et qu'il y avait d'autres aspects importants à explorer. Par exemple, comment les organisations étaient-elles

financées ? Quels modèles utilisaient-elles ? Comment se structuraient-elles pour utiliser les fonds efficacement ?

Une autre proposition de recherche consistait à identifier plusieurs services et modèles de publication qui existaient depuis un certain temps et à élaborer un catalogue d'exemples à analyser. Les recherches pourraient produire des archétypes permettant de comprendre qui produisait certaines ressources pour des groupes spécifiques et de savoir d'où provenait le financement.

La recherche était plus utile lorsque plusieurs parties prenantes d'un domaine avaient déterminé les questions qui devraient faire l'objet de recherches. Les participants ont proposé de créer un forum pour que les gouvernements et les ONG du monde entier discutent des questions liées à la durabilité et des domaines de recherche potentiels qui pourraient donner des indications sur la manière de surmonter les défis persistants.

Les participants ont en outre préconisé de mener davantage de recherches pour identifier les points communs entre les différentes approches de l'apprentissage en ligne à travers le monde, ainsi que les domaines dans lesquels il était possible d'améliorer et de développer l'adéquation entre les besoins des apprenants et les produits élaborés par les concepteurs.

Les autres propositions de sujets de recherche ont inclus :

- Exemples et recherches concernant la réutilisation afin d'aider à convaincre les sceptiques.
- Comment pouvons-nous démontrer l'utilité des REL en pratique pour des communautés spécifiques ?
- Comment combiner l'éducation ouverte et la science ouverte et unir leurs efforts pour améliorer la société et garantir sa durabilité (pas seulement en période de COVID-19) ?

Enfin, la séance a fait ressortir des points essentiels concernant la mise en œuvre de mécanismes durables pour les activités liées aux REL, notamment la nécessité de réviser les structures existantes et d'en créer de nouvelles. La discussion a fourni des indications précieuses pour les futures recherches et collaborations à cet égard.

Séance 3 : Groupe de travail 3 – Un multilinguisme inclusif et de qualité

Mme Varoglu a présenté la séance et expliqué le système de Zoom aux participants. La séance a été animée par Mme Melinda Bandalara (Philippines) et M. Papa-Youga Dieng (Organisation internationale de la Francophonie), tous deux présidents de la Coalition dynamique pour les REL en charge d'un multilinguisme inclusif et de qualité. Les contributions des participants sont résumées ci-dessous.

(a) Des REL accessibles et inclusives

Les participants ont attiré l'attention sur une tendance inhérente en matière d'accès aux REL et à d'autres contenus numériques, à savoir que les apprenants issus des milieux défavorisés ne disposaient pas toujours des outils nécessaires pour accéder aux contenus, tandis que d'autres n'avaient pas accès à de grandes quantités de données pour l'utilisation d'Internet. Dans ce contexte, améliorer l'accessibilité des REL supposait de tenir compte des différents niveaux d'infrastructure. Les participants ont noté que la diversification des formats technologiques était essentielle pour améliorer l'accessibilité. Ils ont souligné que les contenus devaient être disponibles non seulement au

format multimédia, mais aussi dans des formats qui utilisaient moins de données (comme des textes, des supports imprimés et des podcasts audio). S'inspirant d'une initiative qui a favorisé l'accessibilité en Allemagne, une solution proposée pour assurer un accès équitable aux REL consistait à identifier les besoins et préférences individuels, puis à mettre en place un cadre dans lequel tous les contenus élaborés devraient être décrits d'une façon qui permette leur transfert vers d'autres formats de médias.

Les participants ont discuté de la manière dont l'IA pourrait être utilisée pour créer des services mondiaux, comme mentionné ci-dessus, qui éviteraient aux concepteurs et aux utilisateurs de se soucier des problèmes d'accessibilité de l'infrastructure, les robots étant capables de traduire automatiquement le contenu dans le format préféré de l'utilisateur. Par la suite, le participant qui a avancé cette idée a expliqué que cette tâche ne devrait pas et ne pouvait pas incomber à l'IA mais devait relever d'experts en accessibilité et découler d'une conception intelligente de ces services, car l'IA ne pouvait pas encore être facilement contrôlée et évaluée.

D'autre part, le groupe a noté que pour promouvoir l'inclusion, les REL devaient être accessibles aux personnes handicapées. Par exemple, les REL pouvaient être « traduites » en braille, et les REL numériques devaient être conçues pour les lecteurs d'écran, selon les principes de la conception universelle de l'apprentissage. Il a également été recommandé de mettre les contenus à disposition par le biais de logiciels et de plates-formes Open Source, ainsi que de dissuader les créateurs de contenus de placer ces derniers sous des licences interdisant leur modification (ND) et leur utilisation commerciale (NC), car cela rendait difficile leur exploitation.

(b) Multilinguisme

Après avoir présenté les résultats de l'enquête concernant le multilinguisme, le groupe a discuté de la traduction et de l'accessibilité dans différentes langues.

Les participants ont préconisé le soutien des langues minoritaires par différents moyens. Il a notamment été suggéré de traduire systématiquement les éléments (boîtes à outils, lignes directrices et autres ressources) dans les langues minoritaires (soutenant ainsi les objectifs d'accès équitable et de promotion des langues minoritaires dans différentes disciplines) et d'augmenter le nombre de REL multilingues et adaptées au contexte par le biais d'une stratégie. Ce dernier point exigerait que l'on prête attention à la pertinence, par rapport au contexte, de la terminologie utilisée dans les différentes langues et les différents dialectes. Les participants ont expliqué que la localisation des REL allait au-delà de la traduction et dépendait largement du contexte, mais ont noté que la contextualisation ne devait être appliquée que si cela était important, et non en cas de différences insignifiantes. L'annexe 3 présente des exemples de projets de REL adaptés au contexte.

Un exemple tiré de la région des États arabes a mis en évidence le fait qu'en dépit de la grande quantité de contenus qui existait, le partage de ces contenus était difficile en raison d'obstacles linguistiques. Il était proposé, pour remédier à cela, de mettre en place au sein des États membres des pôles – des institutions au sein desquels des volontaires traduiraient les contenus – qui pourraient permettre la production de matériels traduits de qualité. Il en résulterait la création d'un réseau de traduction des REL qui pourrait être très utile aux individus en attendant que l'IA s'améliore. Les participants ont développé ce point, expliquant que les programmes de traduction actuellement basés sur l'IA, comme Transifex, n'étaient tout simplement pas encore suffisamment précis.

(c) Assurance qualité

Les participants ont discuté des domaines d'action prioritaires potentiels s'agissant des mécanismes d'assurance qualité pour les REL, notant que ce sujet revêtait une importance particulière dans le contexte du passage à l'apprentissage en ligne qui résultait de la pandémie de COVID-19.

Le groupe a réitéré que des REL de qualité constituaient également le fondement de l'inclusivité, l'accès de tous devant être l'un des critères de qualité applicables aux REL.

L'attention a été attirée sur les cadres permettant de mesurer la qualité des REL et d'aider les créateurs de REL à concevoir des ressources de grande qualité et à améliorer les ressources existantes. À cet égard, il a été signalé que les premières normes de qualité pour les technologies d'aide à l'apprentissage et les médias en ligne avaient été établies en tant que normes nationales en Allemagne et dans une soixantaine de pays (voir l'annexe 3). En conséquence, ces normes avaient commencé à être appliquées à de nombreuses reprises à travers le monde. Cette expérience confirmait que la Recommandation devait aller au-delà de ces cadres et les mettre en pratique pour que les enseignants des écoles, les professeurs d'université et les formateurs dans le domaine de l'apprentissage tout au long de la vie puissent adopter les normes et mettre en œuvre des mesures qui favorisent la qualité de l'éducation, quelle que soit sa nature, conformément à l'objectif de développement durable (ODD) 4 des Nations Unies. Les REL pouvaient donc constituer un moyen de faciliter la réalisation de l'ODD 4 et d'améliorer la qualité de l'éducation au niveau mondial.

Un deuxième exemple a été celui des initiatives francophones en matière de REL, qui ont visé à mettre en place un processus de validation impliquant une collaboration avec les départements ministériels en charge de l'accréditation. Il s'agissait d'une mesure particulièrement utile parce que les REL dépendaient souvent de contenus informels, élaborés par des enseignants pour leur propre usage, mais qu'ils pouvaient partager avec leur communauté. Ainsi, tout système d'assurance qualité devait garantir la qualité des ressources informelles. La principale question qui a émergé de cet exemple était de savoir quels mécanismes pourraient être utilisés pour orienter les structures gouvernementales officielles, de sorte que lorsque les enseignants élaboraient des ressources, ils soient tenus de les soumettre à l'approbation des autorités.

Un troisième exemple a répondu à la question ci-dessus en montrant comment les ministères pouvaient faciliter la production de ressources de qualité. En effet, aux États-Unis, les départements d'État en charge de l'éducation réunissaient les spécialistes des programmes d'étude pour qu'ils organisent des recueils de contenus pour un groupe de classes spécifique. Ils formaient les enseignants aux questions de qualité, afin que ceux-ci commencent à comprendre les problèmes d'harmonisation des contenus. Les recueils de contenus ainsi établis constituaient désormais les contenus les plus utilisés d'un État à l'autre. En pratique, l'exemple montrait que lorsque les enseignants avaient été formés et travaillaient ensemble, les ressources élaborées et organisées pour être utilisées par d'autres étaient d'excellente qualité.

Le dernier exemple est venu du Liban, où les instructeurs du Centre de recherche et de développement pédagogiques avaient relevé des problèmes concernant la qualité des REL. Pour y remédier, un participant avait adapté un petit guide à l'intention des instructeurs, destiné à leur permettre de créer des REL ou de les adapter. Le guide serait traduit en arabe et portait sur divers sujets dont les licences, les normes d'accessibilité, l'actualité et la pertinence du contenu, l'inclusivité et l'expérience utilisateur de la ressource.

Les difficultés relevées par les participants en matière d'assurance qualité comprenaient la question d'amener les enseignants à s'entendre sur ce qu'était un contenu de qualité, ainsi que la nécessité de

garantir la diversité et l'inclusivité des contenus, ce qui signifiait que les critères de qualité ne devaient pas être trop restrictifs tout en tenant compte de divers contrôles de la qualité.

(d) Recherche

Les résultats de l'enquête ont mis en évidence la nécessité d'encourager la recherche avec des communautés de pratique sur les questions d'inclusivité, d'accessibilité, de multilinguisme et autres domaines connexes.

Un exemple a porté sur des recherches concernant l'impact de l'utilisation des REL dans les pays d'Asie du Sud-Est (voir annexe 3). Les chercheurs soulignaient la nécessité d'adapter les REL au contexte, car ils ont constaté que la plupart des REL étaient disponibles en anglais, et que les enseignants n'étaient donc pas en mesure de les utiliser dans le cadre de leur travail. Par ailleurs, il est ressorti de ces recherches que les étudiants souhaitaient que leurs enseignants soient à l'initiative de la sensibilisation aux REL et de leur utilisation. Les résultats ont également montré que peu de pays de la région disposaient de politiques nationales sur l'utilisation des REL. Les recommandations incluaient le fait de formuler des politiques exigeant que les ressources pédagogiques financées par des fonds publics soient mises à la disposition du public sous licence libre. L'une des principales questions qui se posait à partir de ce travail – et qui pourrait constituer un domaine de recherche – était de savoir comment inciter le personnel enseignant à publier des REL modifiables et accessibles dans des dépôts de REL à disposition du public. Cette question est particulièrement pertinente dans le contexte de la COVID-19. La recherche pourrait aussi s'intéresser à la façon de créer des plates-formes nationales pour les cours en ligne ouverts à toutes et à tous (MOOC) et les REL, ainsi qu'à d'autres questions en lien avec les infrastructures, telles que les dispositifs d'apprentissage mobile pouvant être utilisés dans les zones rurales et isolées.

Les participants ont également suggéré de mener des recherches sur la manière dont les cours étaient traduits afin d'examiner les tendances et les enseignements à tirer pour améliorer les traductions à l'avenir. Ces résultats pourraient servir à formuler des indications sur la manière de traduire avec efficacité et précision.

La séance a attiré l'attention sur plusieurs aspects des notions d'accessibilité et d'inclusivité, allant du fait de répondre aux besoins de personnes dotées de capacités différentes au fait de garantir l'accessibilité des ressources dans plusieurs langues. Plus que tout, les contributions ont souligné la nécessité d'assurer la diversité et l'inclusivité dans tous les domaines d'intervention de la Coalition.

Séance 4 : Groupe de travail 2 – Les politiques

Après une introduction à la séance, Mme Varoglu en a présenté les animatrices, Mme Maria Soledad Ramirez Montoya (Mexique) et Mme Jane-Frances Agbu Obiageli (Nigéria), toutes deux présidentes de la Coalition dynamique pour les REL en charge des politiques. Les animatrices ont donné une vue d'ensemble du domaine d'action 2 (« élaborer des politiques d'accompagnement pour les REL ») et ont fourni une synthèse de l'enquête.

Lorsqu'ils ont été interrogés sur les domaines d'action potentiels en termes d'interventions relatives aux politiques, les participants ont suggéré qu'il serait important de commencer par consolider et passer en revue les ressources existantes en la matière. Ils ont indiqué qu'une fois cette analyse effectuée, il conviendrait d'assurer la création et la mise à disposition de divers modèles, boîtes à outils et principes directeurs concernant l'élaboration de politiques en matière d'éducation ouverte. Dans ce contexte, Creative Commons a fait part de sa volonté de collaborer avec d'autres partenaires pour créer des modèles de politiques ouvertes applicables à l'éducation, dont :

1. des politiques ouvertes en matière d'octroi des licences pour les ressources pédagogiques financées par des fonds publics (par ex., ce type de ressources doit être mis à disposition du public sous licence libre) ;
2. des politiques ouvertes en matière d'octroi des licences pour les matériels de recherche financés par des fonds publics (par ex., pas de période d'embargo, articles sous licence libre, données dans le domaine public) ;
3. des politiques de promotion et de titularisation soutenant les enseignants qui placent leurs ressources pédagogiques sous licence libre et les partagent en tant que REL.

En termes de mise en œuvre, il serait important d'aider les juristes car ils participaient presque toujours aux débats sur les politiques mais ne connaissaient pas toujours le sujet des licences libres ou des REL.

(a) Conduire des recherches et fournir des données pour élaborer des politiques en matière de REL

Les participants se sont déclarés favorables à la création d'un réseau plus vaste qui réunirait des personnes faisant des recherches sur des questions stratégiques et pouvant mettre en commun leurs connaissances et leurs données pour contribuer à une amélioration continue. Ce réseau pourrait également décider des sujets susceptibles de faire l'objet de recherches.

Parmi les questions citées par les participants pour la réalisation de futures recherches figuraient la volonté de mieux comprendre les approches politiques adoptées par différents gouvernements ou institutions, la nécessité de comprendre pourquoi certaines approches politiques avaient été couronnées de succès quand d'autres ne l'avaient pas été, et la mise en évidence des cadres politiques existants qui entravaient les REL et l'éducation ouverte pour encourager la prise de mesures visant à les démanteler ou à les réviser.

Les activités de recherche devraient viser à susciter des demandes et requêtes de la part des gouvernements des États membres. À ce jour, en dépit de plusieurs propositions d'aide à la formulation et à la mise en œuvre de politiques, les participants ont déclaré qu'il y avait peu de demandes ou de requêtes de la part des gouvernements, voire qu'il n'y en avait pas. Les activités de recherche pouvaient examiner l'impact de politiques et leur rapport coût-efficacité, fournissant des données à l'appui des politiques relatives aux REL et stimulant la demande de la part des institutions et des gouvernements des États membres. Dans ce contexte, il serait possible d'organiser une réunion entre les États membres pour qu'ils discutent des domaines dans lesquels ils rencontraient des difficultés s'agissant de mettre en œuvre des politiques ouvertes et des domaines dans lesquels ils manquaient de données (s'ils avaient besoin de recherches pour instaurer des changements). La Coalition dynamique pourrait constituer une plate-forme permettant à plusieurs gouvernements de se rencontrer, d'exposer les défis en matière de recherche et de coordonner les activités en la matière.

Par ailleurs, les participants ont souligné la nécessité de mettre en place des processus de suivi efficaces et ont demandé à qui incombait la responsabilité du suivi dans le contexte de la Recommandation sur les REL. Ils ont expliqué que les parties prenantes devaient coopérer pour définir les attentes et fournir des mécanismes d'appui aux commissions nationales pour l'UNESCO afin qu'elles assument la responsabilité du suivi de la Recommandation, ce qui contribuerait à garantir l'adoption des REL au niveau national.

En outre, les participants ont discuté de la création d'un instrument politique. Il a notamment été suggéré de recourir à une synthèse ethnographique des politiques existantes pour créer un outil qui,

au lieu de fournir des informations sur la formulation des politiques en matière de REL, pourrait guider et soutenir le processus d'élaboration. L'annexe 3 contient des exemples de ce type d'instruments.

Au cours de cette séance, les participants ont abordé diverses interventions et possibilités stratégiques, insistant sur le fait qu'avant de formuler de nouvelles politiques liées aux REL, la Coalition pourrait envisager d'analyser les politiques déjà existantes. Par ailleurs, il a été souligné qu'il était nécessaire de partager les réussites, les difficultés et les enseignements concernant l'élaboration et la mise en œuvre de politiques dans différents contextes.

Séance 5 : Groupe de travail 1 – Le renforcement des capacités

À l'issue d'une présentation faite par Mme Varoglu, Mme Gihan Osman (Égypte), Présidente de la Coalition dynamique pour les REL en charge du renforcement des capacités, a animé la séance. Mme Osman a signalé que le co-Président, M. Skander Ghenia (Tunisie) ne pouvait pas être présent mais qu'il avait contribué à l'exposé. Mme Osman a indiqué que les résultats de l'enquête révélaient la nécessité d'effectuer des recherches et de travailler en collaboration et insistaient sur l'examen des ressources existantes. L'accent était mis sur la localisation de modèles et l'organisation de recherches collaboratives. Les contributions des participants à cette séance sont présentées ci-dessous.

(a) Supports existants et nouveaux supports en matière de renforcement des capacités

Le groupe a souligné qu'il existait de nombreuses ressources axées sur le renforcement des capacités en matière de REL. Par exemple, Creative Commons (CC) proposait un programme de certification qui enseignait à un public mondial les différents aspects du droit d'auteur, des licences ouvertes et du domaine public. Bien que la formation officielle soit en anglais, le contenu du programme était sous licence ouverte pour que les individus puissent l'adapter, et avait été traduit dans d'autres langues (voir annexe 3). Le Programme était disponible aux formats audio et papier. La SPARC, l'OERu et l'Open Education Network offraient tous des certifications similaires.

Concernant les ressources disponibles pour le renforcement des capacités, les enseignants demandaient souvent un certificat reconnu par leur gouvernement ou par des établissements d'enseignement formel pouvant délivrer des points de perfectionnement professionnel ou une certification. En l'absence de telles mesures incitatives, les enseignants pouvaient hésiter à participer aux possibilités offertes en matière de renforcement des capacités. Toutefois, le système pourrait prendre les REL qui avaient été produites et les mettre dans un format accepté par un gouvernement ou un établissement d'enseignement. Cela servirait un double objectif, à savoir faire connaître les activités de renforcement des capacités et permettre aux éducateurs d'obtenir les qualifications dont ils avaient besoin. Le Commonwealth of Learning offrait un exemple concret, car cette organisation s'associait avec des Ministères de l'éducation pour travailler avec les enseignants et les former aux REL grâce à ses modèles ouverts d'enseignement et de formation des enseignants. Ce type de programmes pourrait être étendu ou reproduit dans d'autres États membres dans le cadre de la Coalition dynamique.

Outre les ressources documentées existantes, il y avait également une multitude de REL potentielles non documentées qui se trouvaient chez les enseignants actifs et retraités, et qui pouvaient être rassemblées, organisées, développées, traduites et mises en ligne pour un public mondial. Ces supports pourraient être diffusés sur des plates-formes telles que la carte du monde des REL et inclure des collections conservées.

Les participants ont préconisé de réaliser un travail de traduction basé sur la collaboration au niveau des communautés dans le but de développer les capacités en matière de REL dans plusieurs langues.

Dans le droit-fil de la séance 3, ils ont noté qu'il serait important de privilégier le multilinguisme. Ainsi, la Coalition devrait créer des occasions de traduire les ressources existantes et tirer parti des infrastructures Open Source pour dispenser des cours ouverts destinés à renforcer les capacités dans le domaine des REL. Une plate-forme commune, comme OER Hub, permettrait de passer en revue les matériels existants et de les adapter.

Un autre domaine prioritaire mis en avant a été l'élaboration de matériels pédagogiques gratuits pour les enseignants et les apprenants sur la manière de créer, d'utiliser et de publier des REL. Il a été suggéré de procéder à un audit des ressources et des lacunes existantes en vue de dresser une carte des besoins en matière de REL. Ces activités devraient tenir compte de la nécessité de disposer de ressources multilingues. Dans certains cas, le contenu disponible n'existait pas sous forme numérique. Une solution possible consistait à donner aux étudiants qui travaillaient avec des contenus numériques les moyens de convertir les ressources au format numérique.

Tout au long de la séance, les participants ont fourni des ressources utiles et ont proposé de soutenir les efforts de renforcement des capacités (voir annexe 3).

Les participants ont noté que l'organisation d'événements et de conférences pouvait sensibiliser les décideurs politiques et les autres parties prenantes aux REL, les préparer à défendre ce type de ressources et les aider dans leurs efforts visant à élaborer et mettre en œuvre des politiques pertinentes et des activités de renforcement des capacités. De tels événements incluaient, par exemple, l'atelier régional de renforcement des capacités sur les REL, organisé en janvier 2020 par le Commonwealth of Learning (COL), l'UNESCO et la Fondation William et Flora Hewlett, ainsi que les sommets des dirigeants et les forums des présidents organisés par le Conseil international pour l'éducation ouverte et à distance pour les responsables de l'enseignement supérieur (voir annexe 3).

(b) Favoriser la collaboration entre les défenseurs des REL

L'enquête a montré qu'un grand nombre des institutions qui entreprenaient des activités stratégiques en matière de REL agissaient souvent isolément les unes des autres. Cette situation offrait une occasion importante de collaborer. Les défenseurs des REL jouaient un rôle central en favorisant la collaboration. Par exemple, de nombreuses avancées en matière de politique gouvernementale ou institutionnelle et en matière d'éducation ouverte pouvaient être attribuées aux efforts déployés par des défenseurs individuels ou des coalitions nationales en faveur de l'éducation ouverte. Toutefois, il était essentiel de fournir les ressources et le soutien adéquats à ces défenseurs en vue du maintien et de la promotion de ces avancées. Les participants ont donné des exemples de structures de soutien qui, dans différentes régions du monde, servaient de plates-formes pour le travail en réseau, le partage de bonnes pratiques, les activités de renforcement des capacités et la collaboration multilingue (voir annexe 3).

Les questions à examiner consistaient notamment à déterminer comment appuyer le travail des défenseurs ou des réseaux nationaux existants dans différents pays, car ils se sentaient souvent isolés ou n'avaient pas les ressources et le soutien adéquats, et comment identifier, mettre en place puis soutenir des défenseurs et des réseaux locaux dans différents pays pour promouvoir l'éducation ouverte. Il a été signalé que cette dernière figurait parmi les objectifs des commissions nationales pour l'UNESCO.

Les participants ont suggéré qu'articuler les activités autour des domaines de connaissances (par exemple, les soins infirmiers) était un moyen efficace d'organiser les efforts de collaboration et de renforcement des capacités, moyen qui permettait aux communautés de faire le lien entre la sensibilisation aux REL et leurs propres besoins. Cela pouvait inclure une collaboration avec des organisations travaillant dans des domaines particuliers.

(c) La recherche (création de connaissances) et la recherche collaborative

L'enquête a mis en évidence la demande en matière de recherche entre et à l'intérieur des régions, entre les pays et entre les institutions. Les participants ont indiqué que certaines de ces recherches pourraient associer des étudiants de troisième cycle, lesquels chercheraient à déterminer quels types de REL étaient créés à travers le monde. En outre, un renforcement des capacités était nécessaire dans certaines régions du monde pour ce qui était de la création de connaissances et de la recherche. Le groupe a insisté sur le fait que la collaboration devait être soutenue efficacement et devait être au cœur des stratégies, des politiques et de la mise en œuvre.

Pour sensibiliser aux avantages des REL, les participants ont proposé la mise en place d'un suivi des ressources dans le temps afin de pouvoir démontrer l'impact des REL et des politiques connexes, ce qui pourrait ensuite servir à montrer le développement des activités liées aux REL au fil du temps.

Au cours de la séance, il est devenu évident qu'il existait de nombreuses ressources et activités de renforcement des capacités à travers le monde. Les participants ont contribué à une discussion animée sur les matériels existants, sur la manière de soutenir les défenseurs des REL et les collaborations dans ce domaine, et sur le type de recherche nécessaire pour promouvoir les efforts de renforcement des capacités.

Système de communication électronique

Comme cette question a été abordée à toutes les séances, mais qu'elle représente un thème transversal, les résultats des discussions sont résumés dans la présente section. La Coalition dynamique réfléchit à la manière d'élaborer un outil électronique permettant :

- aux membres de la communauté de communiquer entre eux dans le cadre d'un ou de plusieurs projet(s) ;
- de communiquer au public des informations sur les activités de la Coalition ;
- aux parties prenantes de collaborer dans le cadre d'activités et de projets communs.

Les options et collaborations possibles pour l'outil électronique ont été rassemblées par les répondants qui ont pris part à l'enquête. Les participants aux consultations de la Coalition dynamique ont été invités à fournir des informations sur les besoins des utilisateurs de l'outil électronique en indiquant qui seraient ces utilisateurs, comment ils l'utiliseraient et quelles fonctionnalités seraient nécessaires. Ils ont également été invités à réfléchir à des outils permettant de protéger les données et garantissant l'ouverture et l'accessibilité. Pour assurer l'inclusivité, les participants ont recommandé que la Coalition dynamique adopte une politique de « priorité à l'Open Source » lors de la sélection des outils de communication.

Plusieurs points qui ont été mentionnés lors des séances des groupes de travail étaient pertinents pour la création de cet outil. Les considérations relatives à l'accessibilité comprenaient les problèmes de connectivité que les utilisateurs pourraient rencontrer et le besoin éventuel de disposer à la fois d'un format numérique et d'un format analogique. Les participants ont également indiqué que l'outil devrait être mis à disposition dans différentes langues et favoriser les initiatives relatives aux REL dans plusieurs langues. Ils ont ajouté qu'il devrait fournir un espace pour le partage d'enseignements et de pratiques concernant l'adaptation au contexte, mobiliser différentes communautés de volontaires et créer différentes structures de volontaires. Compte tenu de ces diverses exigences, il a été proposé d'établir une distinction entre les voies de communication « officielles » de la Coalition et celles réservées aux initiatives régionales.

En ce qui concerne les types d'outils, les participants ont préconisé de choisir des outils proposant :

- un espace dans lequel des documents peuvent être partagés ;
- un outil de dialogue en ligne permettant le partage de ressources en temps réel ;
- un document de référence permettant aux personnes qui rejoignent la conversation de pouvoir suivre ;
- des fonctions de discussion ;
- des enquêtes en ligne ;
- des conférences en ligne ;
- le partage de fichiers d'entreprise ;
- une messagerie numérique ;
- des réseaux sociaux ;
- des communications automatisées par courrier électronique ;
- un Wiki.

La plupart des plates-formes Open Source ont une interface multilingue proposant des menus en différentes langues avec des capacités de filtrage. Cela permet à un seul serveur de prendre en charge plusieurs langues. Les solutions Open Source permettront à la Coalition de partager des approches techniques pour que les gouvernements et les institutions puissent reproduire ces technologies. Il a été recommandé que la Coalition dynamique adopte une solution composée qui sélectionne les meilleurs outils correspondant à des fonctions spécifiques au lieu de choisir un outil ou une solution unique. Cette démarche minimise les dépendances à mesure que des solutions nouvelles et plus performantes apparaissent.

En ce qui concerne le partage d'outils et de bonnes pratiques dans le contexte des politiques, il a été noté qu'il n'existait actuellement aucun mécanisme tangible permettant aux défenseurs ou responsables des politiques et aux administrateurs de partager des informations sur les pratiques, les défis, les enseignements ou de mettre en place leurs réseaux. Bien que de nombreuses institutions et organisations aient mis gratuitement à disposition leurs politiques, il y avait très peu de partages concernant les expériences quotidiennes. Cela montrait la nécessité de créer un point d'entrée en ligne destiné à ceux qui souhaitaient influencer sur les changements de politique en matière de REL et d'éducation ouverte. Le portail de l'UNESCO pourrait être l'une de ces plates-formes, tandis que d'autres possibilités incluaient le projet OE Policy Hub. D'autre part, il conviendrait de structurer la mise en œuvre des politiques à mesure que les États membres appliquaient la Recommandation sur les REL. En effet, la mise en œuvre de politiques ne se déroulant pas toujours de la même façon, il serait utile de comprendre les difficultés, les obstacles et les solutions.

S'agissant de faire part des difficultés rencontrées lors de l'élaboration de politiques, des participants ont fait observer que certains ne voulaient peut-être pas partager leurs expériences publiquement. Un représentant de la plate-forme OE Policy Hub a indiqué qu'il était possible de rendre compte de politiques « complètes », mais qu'il était difficile de recenser les processus d'élaboration des politiques qui étaient encore en cours et de mettre en évidence les réussites, les difficultés et les enseignements tirés. Une solution possible consistait à mettre en place un réseau mondial d'observateurs. Chaque observateur pourrait diriger un pôle régional, cherchant des politiques et veillant à ce que des études de cas soient rédigées et partagées avec les autres pôles. Cette structure pourrait avoir un deuxième niveau avec des pôles nationaux. Les résultats pourraient être rassemblés sur un site Web mondial.

Ces exigences étaient renforcées par la nécessité d'élaborer une stratégie de communication efficace sur les plans institutionnel et gouvernemental, énonçant différents arguments relatifs aux REL ou à l'éducation ouverte qui trouveraient un écho parmi les responsables politiques de tous niveaux. Cela nécessitait une approche plus nuancée du plaidoyer et de la formulation de conseils en matière de politique, soulignant la nécessité de donner la priorité à une stratégie de communication efficace.

S'inspirant de l'expérience de la carte mondiale des REL (OER World Map), un participant a fait observer que pour accompagner l'outil électronique, il faudrait des ressources humaines chargées de soutenir le développement de la communauté, notamment des rédacteurs et des personnes déclenchant des communications et des débats sur l'outil.

Des exemples d'outils existants figurent à l'annexe 3.

Séance 6 : Clôture

En conclusion des séances de consultation, Mme Varoglu a remercié l'ensemble des participants d'avoir assisté à l'atelier. Elle a souligné qu'il était essentiel que le groupe soit diversifié et a noté que l'équipe organisatrice avait essayé d'accueillir le plus grand nombre de personnes possible.

M. Hrastelj a insisté sur l'importance d'adhérer à l'objectif de la Coalition. La Recommandation avait été adoptée par les États membres de l'UNESCO, ce qui signifiait qu'elle était là pour aider les gouvernements à la mettre en œuvre. Toutes les activités devaient donc viser à soutenir les gouvernements en tant que principaux acteurs et partenaires du processus de mise en œuvre.

M. Jermol a souligné que concernant l'IA, la traduction automatique et la cybersécurité avaient été deux des principaux points abordés lors des séances. Il s'agissait de deux domaines dans lesquels l'IA progressait. Au-delà de la traduction, l'IA pouvait aider les créateurs et les utilisateurs de REL.

Enfin, Mme Carr a énoncé trois domaines ayant fait l'objet de discussions et étant en lien avec le suivi de façon tant explicite qu'implicite, à savoir :

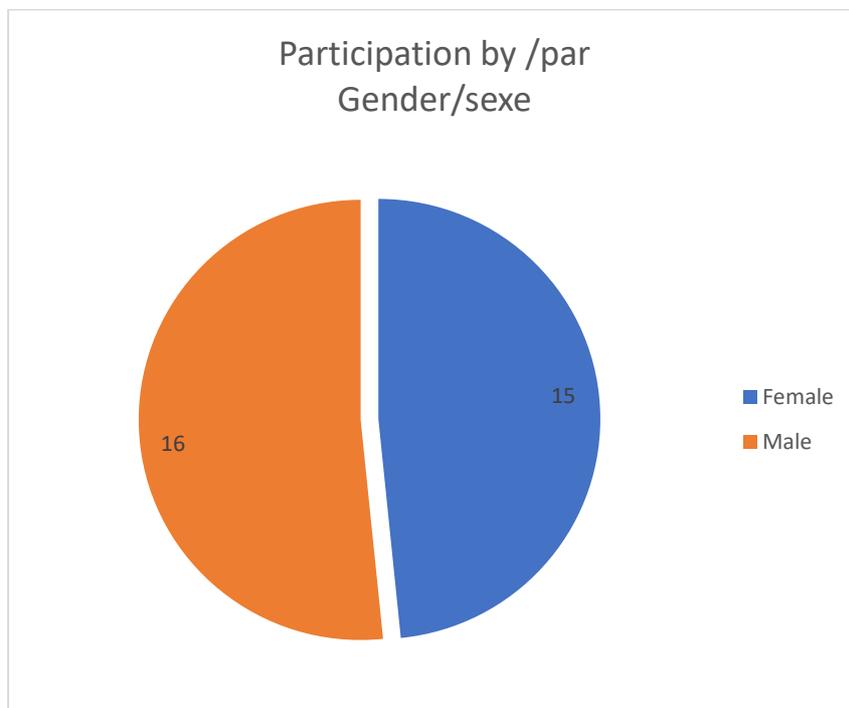
- les produits et les résultats ;
- la recherche ;
- une plate-forme commune ou un outil commun (qui pourrait également servir pour le suivi).

Conclusion

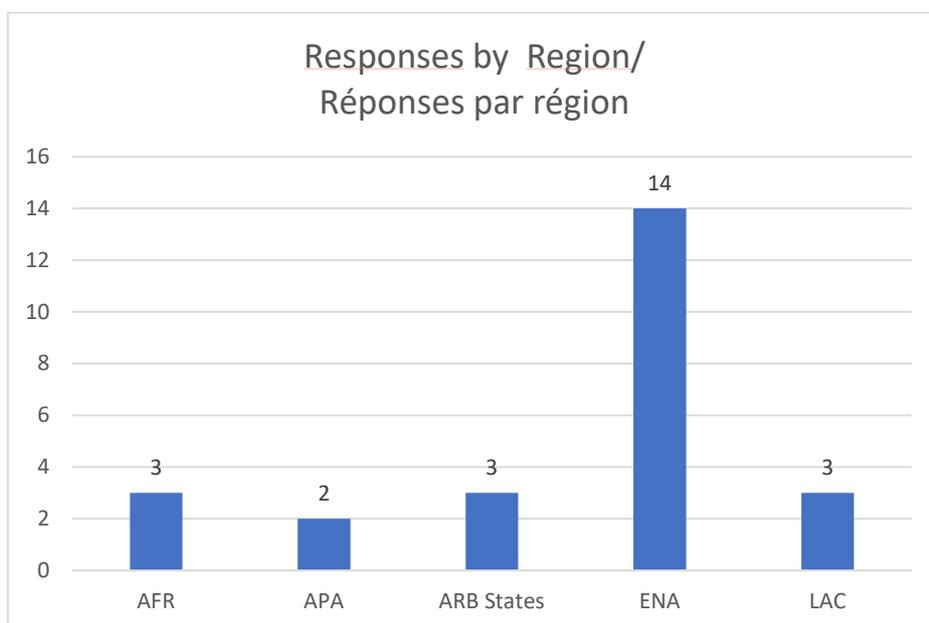
Ces trois jours de consultation ont constitué le cadre de riches échanges au sein d'un groupe de participants venus de divers horizons. Grâce aux efforts des organisateurs, des animateurs et des participants, des informations très utiles ont été recueillies dans les quatre groupes de travail thématiques ainsi que dans les groupes de travail transversaux. Ces informations orienteront les futures activités de la Coalition dynamique. Tout en mettant en évidence les défis et les enseignements pertinents, les discussions ont permis de donner un aperçu des innombrables activités en lien avec les REL qui sont mises en œuvre à travers le monde. Cela concerne le réseau diversifié réunissant des individus, des États membres, des organisations, des institutions et d'autres parties prenantes qui peuvent s'inspirer les uns des autres pour promouvoir les objectifs de la Recommandation de l'UNESCO sur les REL.

Annexe 1 : Résultats de l'enquête en ligne

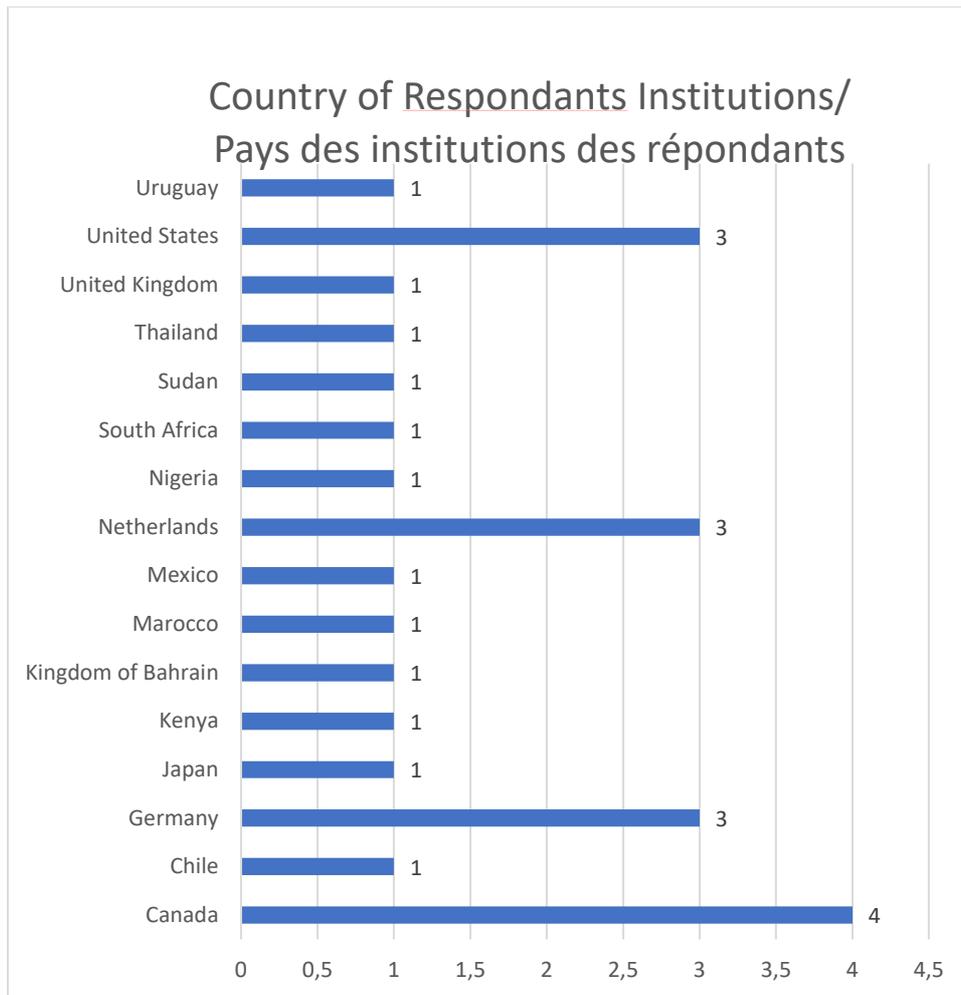
Données démographiques concernant les participants



[Traduction - * Femmes * Hommes]



[Traduction - * AFR * Asie-Pacifique * États arabes * ENA * LAC]



[Traduction : Uruguay – États-Unis – Royaume-Uni – Thaïlande – Soudan – Afrique du Sud – Nigéria – Pays-Bas – Mexique – Maroc – Royaume de Bahreïn – Kenya – Japon – Allemagne – Chili – Canada]

Séance 2 – Groupe de travail 4 : La durabilité

WG 4: Sustainability [ENG]

A. Reviewing and updating current provisions and procurement policies:

- Develop and share common frameworks across regions in OER development and utilization;
- Advocacy efforts for policy makers to make publicly funded educational materials openly licensed;
- Identify partner organizations that can help facilitate discussions and publish compelling case studies to inform policy makers;

GT 4 : La durabilité [FR]

A. Examiner et actualiser les dispositions actuelles et les politiques en matière d'achats :

- élaborer et partager des cadres communs entre les régions pour l'élaboration et l'utilisation de REL ;
- mener des activités de plaidoyer pour inciter les décideurs politiques à mettre à disposition sous licence ouverte les matériels pédagogiques financés par des fonds publics ;
- identifier les organisations partenaires qui peuvent aider à faciliter les discussions et

- Encourage learners and teachers and researchers to learn about OER and participate in developing policies.

publier des études de cas convaincantes pour informer les décideurs politiques ;

- inciter les apprenants, les enseignants et les chercheurs à s'informer sur les REL et à participer à l'élaboration de politiques.

B. Catalyzing new sources for funding and resource sharing:

- Consider partnerships with publishers to support the curation, creation and dissemination of OER;
- Encourage funding and collaboration in OER between and within regions;
- Emphasize the importance of multi-stakeholder activity to unlock sources of funding;
- Provide targeted support for individual countries to develop sustainability plans;
- Revise and reallocate existing budgets to support OER;
- Leverage taxes on the basis that all educational materials produced with public funds should be openly licensed;
- Examine small scale start up funding models and other new business models. This includes: creating new models that optimize open educational resources and practices as a public good, incentivizing community based models of content creation and sharing.

B. Catalyser de nouveaux modèles de financement et de partage des ressources :

- nouer des partenariats avec des éditeurs pour soutenir la conservation, la création et la diffusion des REL ;
- encourager le financement et la collaboration en matière de REL entre et au sein des régions ;
- souligner l'importance d'une action multipartite pour débloquent des sources de financement ;
- fournir un soutien ciblé aux différents pays pour qu'ils élaborent des plans de durabilité ;
- réviser et réaffecter les budgets actuels de façon à soutenir les REL ;
- mettre à profit l'argent des contribuables pour favoriser l'octroi de licences ouvertes pour tous les matériels pédagogiques bénéficiant d'un financement public ;
- examiner les modèles de financement de démarrage à petite échelle et d'autres nouveaux modèles commerciaux. Cela suppose de : mettre au point de nouveaux modèles qui optimisent les ressources et les pratiques éducatives libres en tant que bien public ; promouvoir des modèles communautaires de création et de partage de contenu.

C. Supporting continuous improvement:

- Identify, share and apply common surveys and tools for reevaluating OER implementation;
- Create a review and improvement model;

C. Soutenir une amélioration continue :

- recenser, partager et appliquer des enquêtes et outils communs pour évaluer la mise en œuvre des REL ;
- mettre au point un modèle d'examen et d'amélioration ;

- Use research to help define the value of OER;
- Develop and adopt feedback mechanisms for OER utilization and creation;
- Share curation of measures such as survey instruments.

D. Research:

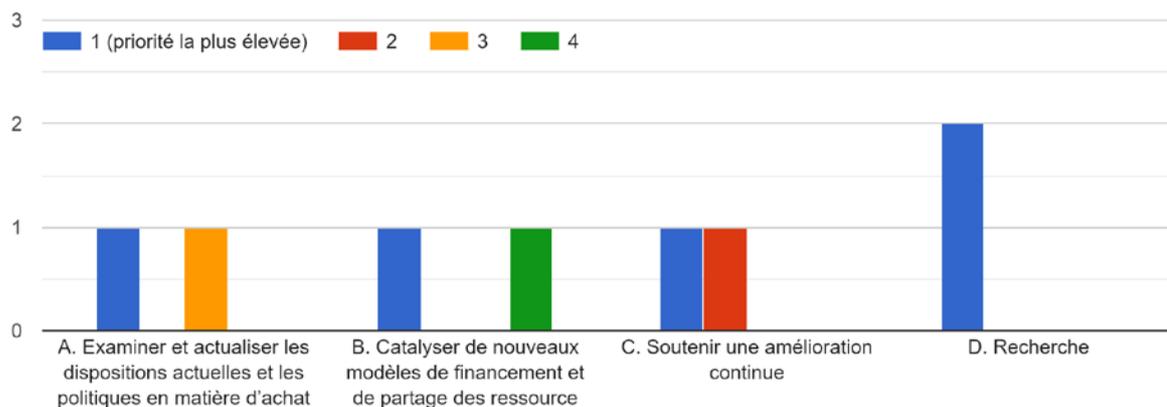
- Use research to help define the value of OER.

- utiliser la recherche pour aider à définir l'utilité des REL ;
- élaborer et adopter des mécanismes de retour d'information concernant l'utilisation et la création de REL ;
- partager la prise en charge des mesures, par exemple les instruments d'enquête.

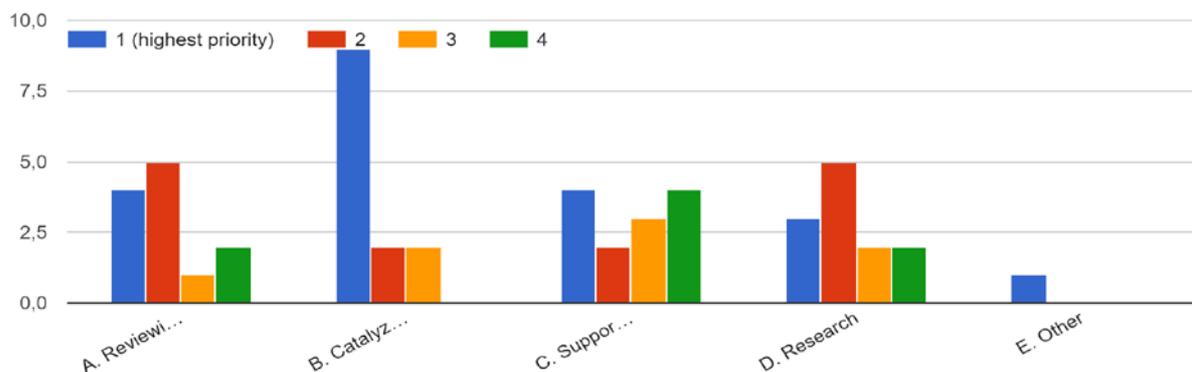
D. Recherche :

- utiliser la recherche pour aider à définir l'utilité des REL.

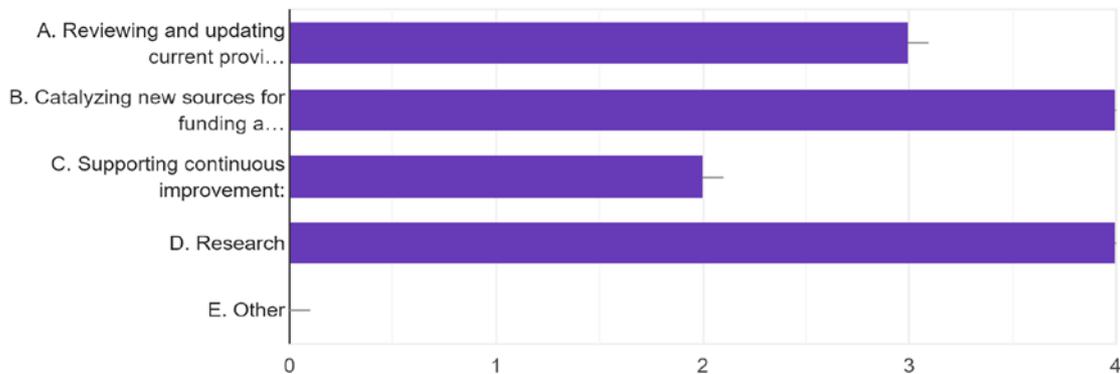
Si oui, veuillez classer votre opinion sur la priorité des activités à développer dans ce domaine [réponses à classer de 1 à 4, 1 étant la priorité la plus élevée]



If yes, please rank your opinion on the priority of the activities to be developed in this area [answers to be ranked from 1 to 4, 1 being the highest priority]



Ongoing Activities : Does your institution/organization have ongoing activities in this area that you would like to include on an electronic tool for in...oalition activities? If so, please indicate the areas:
7 réponses



[Traduction: Activités en cours : Est-ce que votre institution/organisation mène actuellement des activités dans ce domaine ...]

Séance 3 –Groupe de travail 3 : Un multilinguisme inclusif et de qualité

WG 3 : Inclusive ,Quality and Multilingual OER

A. OER inclusivity

- Include use of assistive technologies and accessible formats;
- Initiate and support Communities of Practice made up of OER expert and Instructional Designers with expertise in accessibility issues;
- Ensure gender equality in all OER activities (with regard to participants, supporting access to funding, actors, beneficiaries);This includes identifying barriers to gender equality, and addressing them;
- Support access to OER initiatives and resources for those in remote areas;
- Share best practices and success stories of how OER can be used for, by and with persons in difficult or informal out of school contexts (e.g. OER to support

GT3. Des REL inclusives, de qualité et multilingues

A. Des REL inclusives :

- inclure l'utilisation de technologies d'assistance et de formats accessibles ;
- mettre en place et soutenir des communautés de pratique constituées de spécialistes des REL et de concepteurs de matériels pédagogiques compétents dans le domaine de l'accessibilité ;
- assurer l'égalité entre les sexes dans toutes les activités liées aux REL (concernant les participants, le soutien pour l'accès au financement, les acteurs, les bénéficiaires), ce qui suppose d'identifier et d'éliminer les obstacles à l'égalité des sexes ;
- favoriser l'accès des personnes vivant dans des régions isolées aux initiatives et ressources liées aux REL ;
- partager les bonnes pratiques et des exemples de réussite concernant

educational opportunities for migrants and refugees);

- Showcase, monitor and map the impact of the use of accessible OER, making the case of viable practice;
- Develop, implement and showcase technical standards and best design practices for the USE/REUSE of OER on mobile devices, and related App development;
- Collectively develop and disseminate shared definitions of what 'inclusion' means for OER users' capacity to create, access, re-use, adapt and redistribute OER;
- Link projects to specific community needs;
- Develop local leadership, peer networks, and grass roots engagement in regions to sustain the richness and diversity of local knowledge; Involving the whole creative value chain.

B. Multilingualism:

- Create a multilingual and accessible federated OER discovery system based on agreed upon common meta-data;
- Leverage AI for translation of OER;
- Use open formats and standards to promote ease in translation and contextualization;

l'utilisation des REL pour, par et avec des personnes qui se trouvent dans des situations difficiles ou dans des cadres informels, hors du cadre scolaire (par exemple favoriser l'accès des migrants et des réfugiés à l'éducation grâce aux REL) ;

- mettre en évidence, suivre et recenser les effets de l'utilisation de REL accessibles, en promouvant des pratiques viables ;
- définir, appliquer et mettre en avant des normes techniques et de bonnes pratiques en matière de conception pour l'utilisation/la réutilisation des REL sur téléphone mobile et le développement d'applications connexes ;
- élaborer collectivement et diffuser des définitions communes des implications de l'« inclusion » pour la capacité des utilisateurs de créer, consulter, réutiliser, adapter et redistribuer les REL ;
- lier les projets aux besoins locaux spécifiques ;
- développer le leadership local, les réseaux de pairs et la mobilisation locale au niveau régional pour favoriser la richesse et la diversité des connaissances locales, en impliquant la totalité de la chaîne de valeur de la création.

B. Multilinguisme :

- créer un système fédéré multilingue et accessible de repérage de REL basé sur des métadonnées communes convenues collectivement ;
- mettre l'IA au service de la traduction des REL ;
- utiliser des formats et des normes ouverts pour faciliter la traduction et la contextualisation ;

- Recommend or define schemes for OER citation practices;
- Building Networks Activities (hackathons, book dashes a way to create or localize OER) – create a platform that calls for translations.
- recommander ou définir des systèmes pour les pratiques de citation de REL ;
- organiser des activités en réseau (hackathons, ateliers « book dash » pour créer ou localiser des REL) – créer une plate-forme qui demande des traductions.

C. Quality Assurance:

- Development of QA criteria and descriptive tag development;
- Development of guidelines concerning QA Criteria for OER for QA and Recognition bodies;
- Sensitization of QA and Recognition bodies to OER issues that need to be integrated in review and accreditation processes at the course, institutional and governmental levels.

C. Assurance qualité :

- définition de critères d'assurance qualité et d'étiquettes descriptives ;
- élaboration de lignes directrices concernant les critères d'AQ pour les REL et les organismes d'AQ/de reconnaissance ;
- sensibilisation des organismes d'AQ et de reconnaissance aux questions relatives aux REL à intégrer dans les processus d'examen et d'accréditation au niveau des cours, des institutions et des gouvernements.

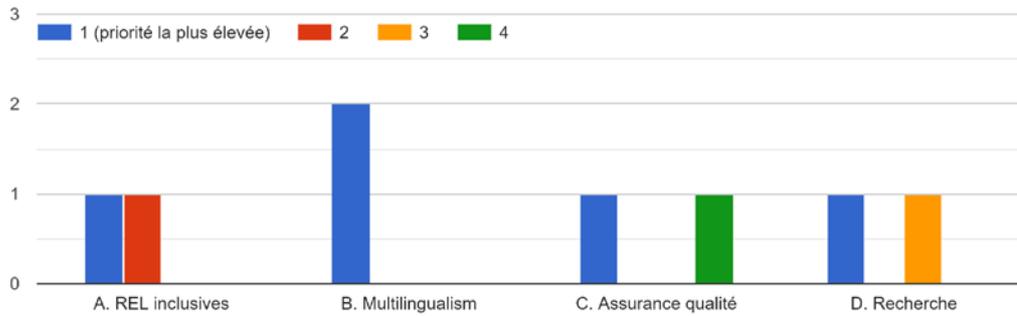
D. Research:

- Encourage research with communities of practices in the area of accessibility, inclusiveness, quality assurance and multilingualism to inform the development of OER by diverse communities for diverse communities of practice.

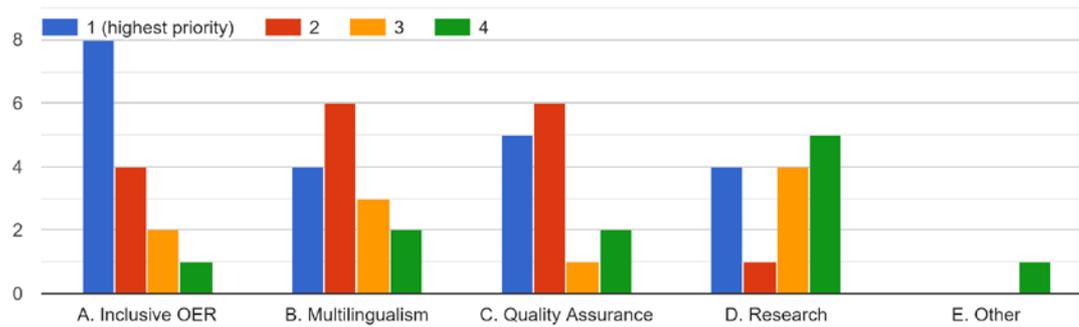
D. Recherche :

- encourager la recherche en collaboration avec des communautés de pratique dans les domaines de l'accessibilité, de l'inclusion, de l'assurance qualité et du multilinguisme afin d'éclairer l'élaboration de REL par et pour diverses communautés de pratique.

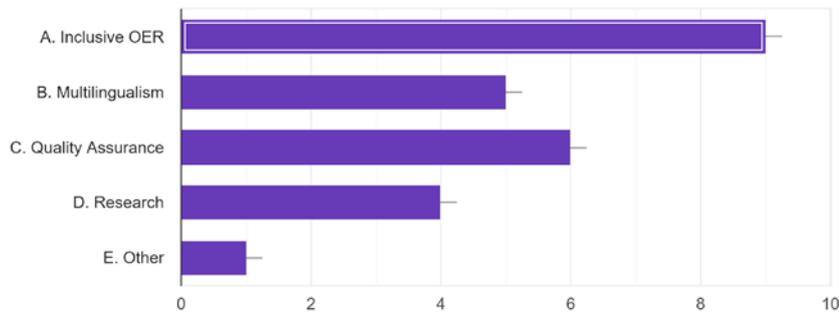
Si oui, veuillez classer votre opinion sur la priorité des activités à développer dans ce domaine [réponses à classer de 1 à 4, 1 étant la priorité la plus élevée]



If yes, please rank your opinion on the priority of the activities to be developed in this area [answers to be ranked from 1 to 4, 1 being the highest priority]



Ongoing Activities : Does your institution/organization have ongoing activities in this area that you would like to include on an electronic tool for in...alition activities? If so, please indicate the areas:
13 réponses



Séance 4 –Groupe de travail 2 : Les politiques

WG 2 Policy [ENG]

A. Identification, sharing of information on and support for:

- Development and implementation of institutional, governmental policies (including those that are stand alone and those integrated in policies related to other frameworks);
- Aligning OER related policies to open education, OA, prevailing IP policies;
- Regional and inter-regional frameworks that encourage embedding open licensing in public funded educational materials;
- Mechanisms and Tools to share information and best practices on policy issues inter- and intra-regionally;
- International multilateral frameworks which reinforce open access to information, data and transparency in education.

B. Encourage collaborative mechanisms to:

- Develop and implement tools to support the revision of copyright and IP policies and laws;
- Collectively develop templates based on analysis of existing good practices, national institutional policies;
- Encourage the development and/or implementation of policies that recognize OER users and creators, as well as policies that stimulate the creation, access, re-use, repurpose,

GT 4 : Les politiques [FR]

A. Recensement, partage d'informations et appui concernant :

- l'élaboration et la mise en œuvre de politiques institutionnelles et gouvernementales (politiques distinctes ou intégrées dans des politiques liées à d'autres cadres) ;
- l'harmonisation des politiques relatives aux REL avec les politiques en vigueur dans les domaines de l'éducation ouverte, de l'accès libre et de la propriété intellectuelle ;
- les cadres régionaux et interrégionaux qui encouragent la mise à disposition sous licence ouverte des matériels pédagogiques élaborés grâce à des fonds publics ;
- les mécanismes et outils de partage d'informations et de bonnes pratiques en matière de politiques entre et au sein des régions ;
- les structures multilatérales internationales qui renforcent l'accès libre à l'information et aux données et la transparence dans l'éducation.

B. Promouvoir des mécanismes de collaboration pour :

- concevoir et mettre en œuvre des outils à l'appui de la révision des politiques et législations relatives au droit d'auteur et à la propriété intellectuelle ;
- élaborer collectivement des modèles basés sur l'analyse des bonnes pratiques et des politiques institutionnelles nationales existantes ;
- encourager l'élaboration et/ou la mise en œuvre de politiques qui reconnaissent les utilisateurs et les

adaption and redistribution quality OER by educator and learners;

- Develop and integrate policies that identify and address barriers for OER integration in education systems.

créateurs de REL, et qui permettent de stimuler la création, la consultation, la réutilisation, l'utilisation à d'autres fins, l'adaptation et la redistribution de REL de qualité par les éducateurs et les apprenants ;

- élaborer et harmoniser des politiques permettant de repérer et d'éliminer les obstacles à l'intégration des REL dans les systèmes éducatifs.

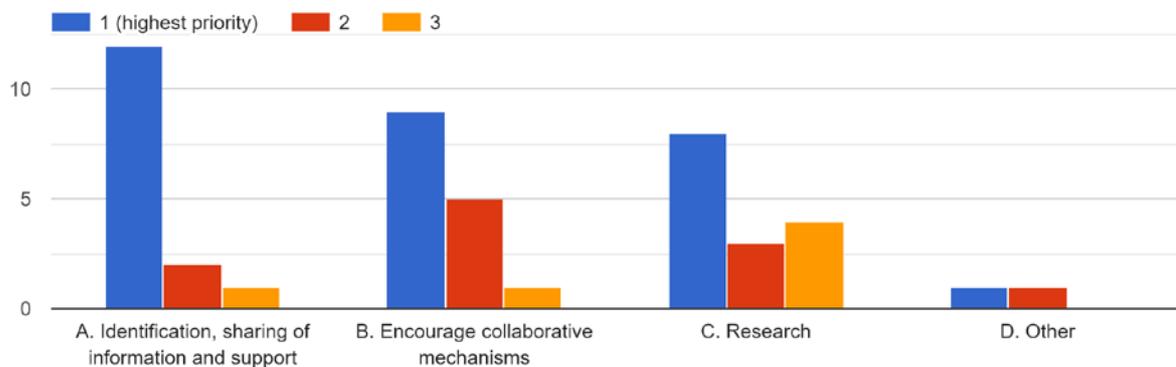
C. Research:

- Establish research networks to provide an evidence base for policy development in OER.

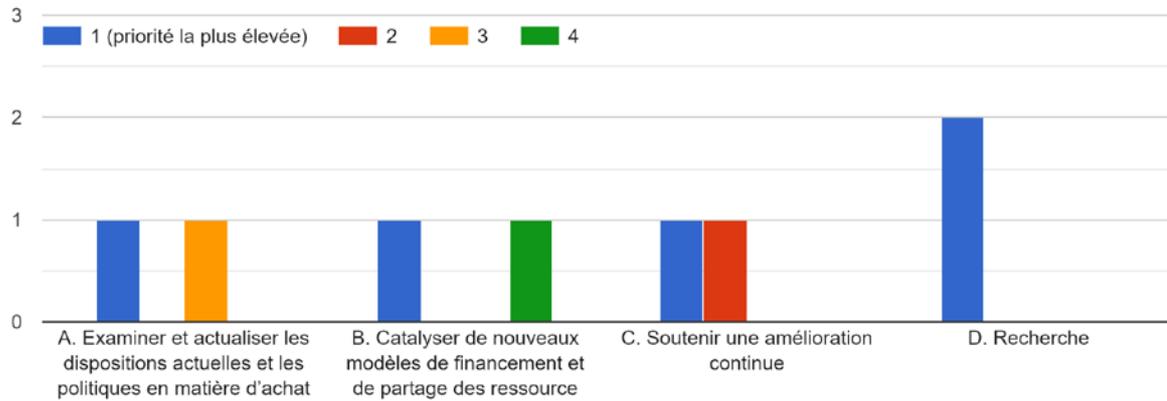
C. Recherche :

- créer des réseaux de recherche en vue de la fourniture de données factuelles permettant d'étayer l'élaboration de politiques relatives aux REL.

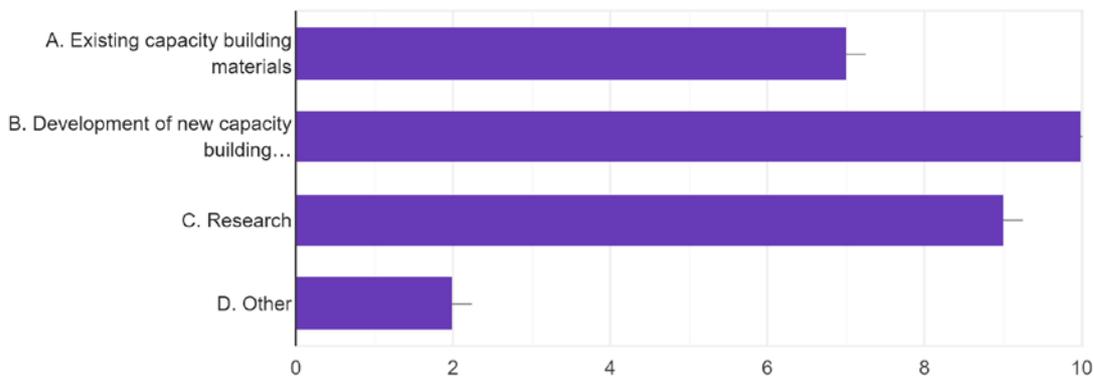
If yes, please rank your opinion on the priority of the activities to be developed in this area [answers to be ranked from 1 to 4, 1 being the highest priority]



Si oui, veuillez classer votre opinion sur la priorité des activités à développer dans ce domaine [réponses à classer de 1 à 4, 1 étant la priorité la plus élevée]



Ongoing Activities : Does your institution/organization have ongoing activities in this area that you would like to include on an electronic tool for in...oalition activities? If so, please indicate the areas:
13 réponses



Séance 5 –Groupe de travail 1 : Le renforcement des capacités

WG 1 – CAPACITY BUILDING [ENG]

A. Existing Capacity Building Materials:

- Identify generic, specific and locally contextualized OER content;
- Sharing, wider dissemination, aggregation of repository systems with common quality standards and meta data, focus on multilingualism, accessibility, contextualization of

GT 1 – Le renforcement des capacités [FR]

A. Solutions pour le renforcement des capacités :

- recenser les contenus de REL génériques, spécifiques et adaptés au contexte local ;
- partage, diffusion élargie, regroupement de systèmes de dépôt d'archives assortis de normes de qualité et de métadonnées communes,

courses to local needs (including language);

- Scale and amplify existing resources;
- Development of new capacity building materials;

B. Development of new capacity building materials:

- Identify gaps in available capacity building content resources, and collaborative solutions to address these gaps.

C. Support collaboration amongst OER champions:

- Identifying existing OER champion practitioners, institutions, organizations and ensuring sharing of best practices for users' capacity to create, access, re-use, adapt and redistribute OER);
- Support co-creation of practical solutions based on existing best practices and evidence-based research;
- Support collaboration to contextualize resources to specific local needs;
- Support cross – language collaboration (e.g. amongst Hispanophone or Arabic – speaking partners in different continents and/ or countries);
- Create strong well facilitated regional hubs and platforms to share OER knowledge, tools and approaches.

accent placé sur le multilinguisme, l'accessibilité, l'adaptation des cours en fonction des besoins locaux (y compris la langue) ;

- généraliser et développer les ressources existantes ;
- élaborer de nouveaux supports de renforcement des capacités.

B. Élaborer de nouveaux supports de renforcement des capacités :

- repérer les lacunes dans les contenus de renforcement des capacités disponibles et définir des solutions collaboratives pour y remédier.

C. Encourager la collaboration entre les défenseurs des REL :

- repérer des défenseurs, professionnels, institutions et organisations œuvrant en faveur des REL et assurer le partage des bonnes pratiques liées à la capacité des utilisateurs de créer, consulter, réutiliser, adapter et redistribuer les REL ;
- encourager l'élaboration conjointe de solutions pratiques basées sur les bonnes pratiques existantes et sur la recherche fondée sur des données factuelles ;
- favoriser la collaboration pour adapter les ressources en fonction des besoins spécifiques locaux ;
- encourager la collaboration entre les langues (par exemple entre partenaires hispanophones ou arabophones de différents continents et/ou pays) ;
- créer des plates-formes et des pôles régionaux solides et bien animés pour partager les connaissances, outils et approches liés aux REL.

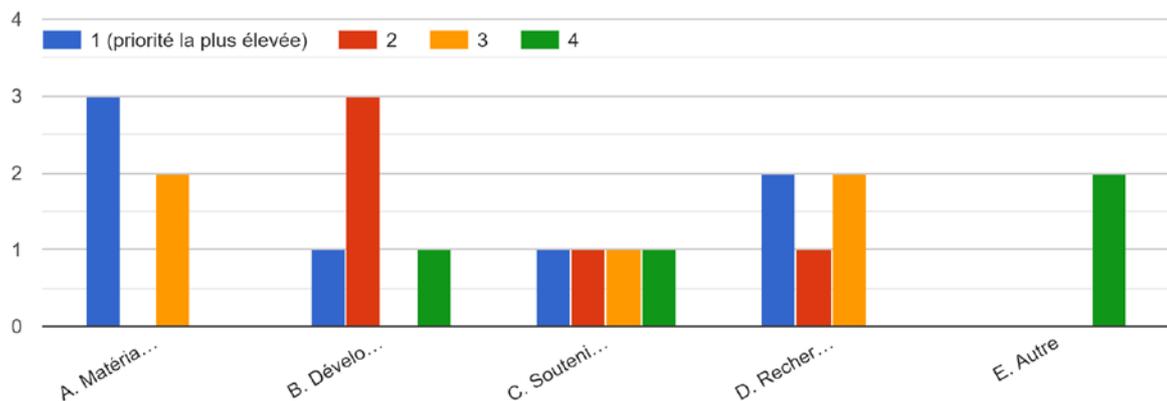
D. Research:

- Encourage research with communities of practice to inform the development and implementation of OER;
- Create sabbatical and visiting scholarship exchanges between and within regions for training and research.

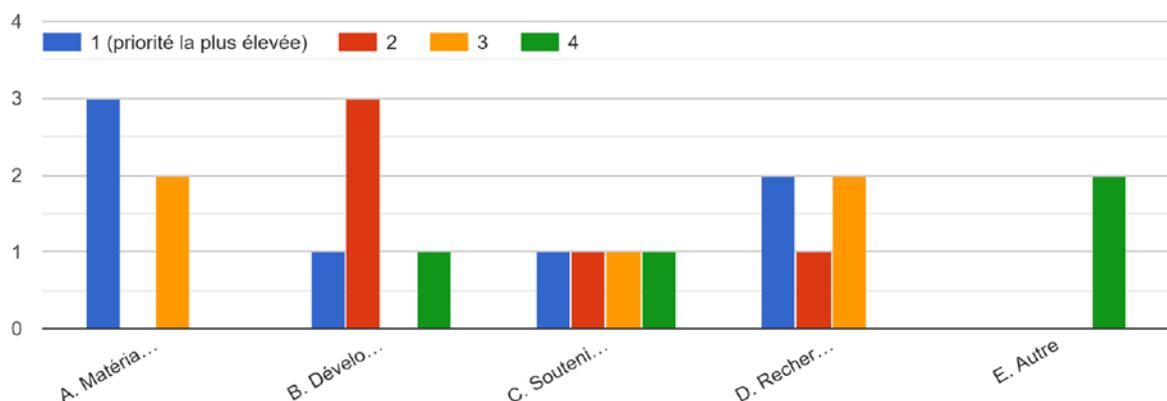
D. Recherche :

- encourager la recherche en collaboration avec des communautés de pratique pour éclairer l'élaboration et la mise en œuvre des REL ;
- mettre en place des programmes de périodes sabbatiques et de bourses d'échange entre et au sein des régions pour la formation et la recherche.

Si oui, veuillez classer votre opinion sur la priorité des activités à développer dans ce domaine [réponses à classer de 1 à 4, 1 étant la priorité la plus élevée]



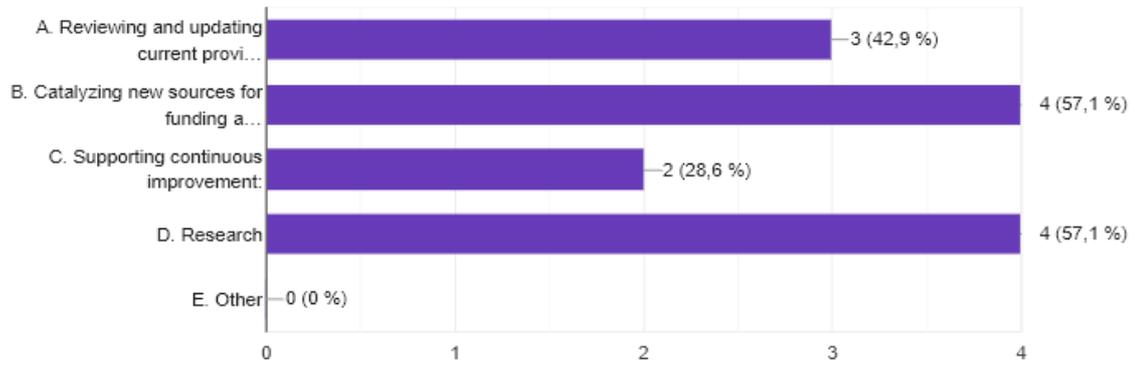
Si oui, veuillez classer votre opinion sur la priorité des activités à développer dans ce domaine [réponses à classer de 1 à 4, 1 étant la priorité la plus élevée]



Ongoing Activities : Does your institution/organization have ongoing activities in this area that you would like to include on an electronic tool for information sharing and collaboration on Dynamic Coalition activities? If so, please indicate the areas:



7 réponses



Annexe 2 : Programme

Date	Matin	Après-midi
Mercredi 22 juillet 2020	<p>Ouverture : 11 h 00 – 12 h 00</p> <p>Zeynep Varoglu, Organisatrice, Secteur CI, Siège de l'UNESCO</p> <p>Gasper Hrastelj, Président pour les commissions nationales, (Slovénie)</p> <p>Mitja Jermol, Président pour l'IA et les nouvelles technologies (Slovénie)</p> <p>Alexis Carr, Présidente pour le suivi (COL)</p> <p>Neil Butcher, Président pour la communication (Afrique du Sud)</p> <p>Rapporteur : Neil Butcher, Président pour la communication (Afrique du Sud)</p>	<p>GT 4 – La durabilité : 16 h 30 – 18 h 30</p> <p>Lisa Petrides, Présidente pour la durabilité (États-Unis)</p> <p>Tel Amiel, Président pour la durabilité (Brésil)</p> <p>Rapporteur : Neil Butcher, Président pour la communication (Afrique du Sud)</p>
Jeudi 23 juillet 2020	<p>GT 3 – Un multilinguisme inclusif et de qualité : 10 h 00 – 12 h 00</p> <p>Melinda Bandalaria, Présidente pour un multilinguisme inclusif et de qualité (Philippines)</p> <p>Papa-Youga Dieng, Président pour un multilinguisme inclusif et de qualité (OIF)</p> <p>Rapporteur : Neil Butcher, Président pour la communication (Afrique du Sud)</p>	<p>GT 2 – Les politiques : 16 h 30 – 18 h 30</p> <p>Jane-Frances Obiageli Agbu, Présidente pour les politiques (Nigéria)</p> <p>Maria Soledad Ramirez Montoya, Présidente pour les politiques (Mexique)</p> <p>Rapporteur : Neil Butcher, Président pour la communication (Afrique du Sud)</p>
Vendredi 24 juillet 2020	<p>GT 1 – Le renforcement des capacités : 10 h 00 – 12 h 00</p> <p>Gihan Osman, Présidente pour le renforcement des capacités (Égypte)</p> <p>Skander Ghenia, Président pour le renforcement des capacités (Tunisie)</p> <p>Rapporteur : Neil Butcher, Président pour la communication (Afrique du Sud)</p>	<p>Clôture 16 h 00 – 17 h 00</p> <p>Zeynep Varoglu, Organisatrice, Secteur CI, Siège de l'UNESCO</p> <p>Gasper Hrastelj, Président pour les commissions nationales, (Slovénie)</p> <p>Mitja Jermol, Président pour l'IA et les nouvelles technologies (Slovénie)</p> <p>Alexis Carr, Présidente pour le suivi (COL)</p> <p>Rapporteur : Neil Butcher, Président pour la communication (Afrique du Sud)</p>

Annexe 3 : Ressources partagées lors des consultations

Description	URL
Groupe de travail 4 : La durabilité	
Organisations fournissant des services durables en Europe. Serlo (Allemagne) est une initiative mise en place par des étudiants. L'initiative reçoit régulièrement de l'argent de différents bailleurs de fonds et organise des campagnes de financement participatif. Klascement est une initiative dirigée par les enseignants et basée sur des contributions volontaires. Elle héberge un portail réunissant des contenus créés par des enseignants. En Norvège, un espace d'apprentissage numérique a reçu environ 8 millions d'euros pour une année afin de créer des contenus dans le cadre d'une approche davantage axée sur l'édition.	<ul style="list-style-type: none"> • Serlo : https://de.serlo.org/partner (dépend de financements) • Klascement : https://www.klascement.net/ (relève de l'État) • Nasjonal Digital Læringsarena : https://ndla.no/
Les participants ont recommandé de collaborer avec le Partenariat pour le gouvernement ouvert (PGO), qui vise l'ouverture des marchés dans une optique de gratuité.	<ul style="list-style-type: none"> • Site Web du PGO : https://www.opengovpartnership.org/about/ • Lien vers les initiatives en matière de passation des marchés : https://www.opengovpartnership.org/policy-area/open-contracting/ • CC a récemment publié un article sur le site du PGO qui plaide en faveur d'un travail du Partenariat sur l'éducation ouverte : https://www.opengovpartnership.org/stories/how-open-educational-resources-can-help-ogp-initiatives/
Les premiers critères mondiaux de qualité concernant les MOOC. L'organisation a élaboré un modèle d'amélioration appelé le Cadre de référence qualité pour les MOOC. En outre, elle en a tiré une liste récapitulative pour les débutants qui commencent les MOOC et une liste complète de critères de qualité a été établie pour les REL concernant les MOOC.	<ul style="list-style-type: none"> • http://mooc-quality.eu/QRF
Liens concernant la recherche menée sur les REL	<ul style="list-style-type: none"> • https://openedgroup.org/review • http://oerhub.net
Un sous-projet de recherche de l'initiative ROER4D mené par trois pays d'Amérique latine	<ul style="list-style-type: none"> • https://roer4d.org
Groupe de travail 3 : Un multilinguisme inclusif et de qualité	
Creative Commons s'efforce, en coopération avec son réseau mondial, de traduire les licences CC 4.0 et CC0 dans d'autres langues.	<ul style="list-style-type: none"> • https://wiki.creativecommons.org/wiki/Legal_Tools_Translation#Translation_status_of_the_4.0_licenses_and_of_CC0
Programme Open Education for a Better World Au Nigéria, un chef de projet a élaboré des ressources sur les questions liées au changement climatique en yoruba pour cibler spécifiquement les locuteurs de cette langue locale.	<ul style="list-style-type: none"> • Site Web du programme : http://oe4bw.ijs.si/projects/ • Ressources sur le changement climatique en yoruba : https://www.yobamoodua.org/ayipada-oju-ojo/

Description	URL
En Afrique du Sud, un chef de projet a élaboré un glossaire de terminologie juridique simplifiée en trois langues.	<ul style="list-style-type: none"> Exemple sud-africain en trois langues : http://oe4bw.ijs.si/project/multilingual-glossary/
Première norme de qualité internationale pour l'apprentissage en ligne et l'enseignement assisté par la technologie : ISO/IEC 40180.	<ul style="list-style-type: none"> Liste de vérification de la qualité pour les débutants de l'apprentissage et de l'enseignement en ligne : http://mooc-quality.eu/online-courses-checklist-beginners Indicateurs de qualité pour les spécialistes de l'apprentissage et de l'enseignement en ligne : http://mooc-quality.eu/online-courses-quality-criteria-experts
Publication sur les cadres de qualité pour l'éducation ouverte.	<ul style="list-style-type: none"> Stracke, C. M. (2019). Quality Frameworks and Learning Design for Open Education. The International Review of Research in Open and Distributed Learning, vol. 20, n°2, p. 180-203. [En accès libre] DOI : http://www.doi.org/10.19173/irrodl.v20i2.4213
Historique, définitions et types de REL analysés dans ce rapport de recherche sur le lien entre les REL et les MOOC.	<ul style="list-style-type: none"> Stracke, C. M., Downes, S., Conole, G., Burgos, D., et Nascimbeni, F. (2019). Are MOOCs Open Educational Resources? A literature review on history, definitions and typologies of OER and MOOCs. Open Praxis. Vol. 11, n°4, p.331-341. Doi :10.5944/openpraxis.11.4.1010 [En accès libre] DOI : http://www.doi.org/10.5944/openpraxis.11.4.1010
Le rôle des bibliothèques dans la qualité de la conservation.	<ul style="list-style-type: none"> Exemple de cadre de conservation : https://iskme.libguides.com/c.php?g=932294&p=6719733 Un cadre de conservation des REL pour les bibliothécaires scolaires : https://docs.google.com/document/d/1wTzE7rKg9Kbzm3t24TlxIjy_bEA81sDqVvwIXPC7OYA/edit
Lignes directrices pour l'élaboration des politiques sur les ressources éducatives libres.	<ul style="list-style-type: none"> http://oasis.col.org/handle/11599/3455
Le COL a soutenu l'élaboration de REL dans des langues locales, en particulier dans le contexte de l'apprentissage non formel.	<ul style="list-style-type: none"> http://www.l3fpedia.com/aboutus.php https://www.col.org/programmes/oer-skills-development/col-launches-world's-first-tamil-language-oer-federation-non
Groupe de travail 2 : Les politiques	
Le COL a soutenu l'élaboration de REL dans des langues locales, en particulier dans le contexte de l'apprentissage non formel, et souhaiterait soutenir des activités similaires dans le cadre de la Coalition dynamique.	<ul style="list-style-type: none"> http://www.l3fpedia.com/aboutus.php https://www.col.org/programmes/oer-skills-development/col-launches-world's-first-tamil-language-oer-federation-non
Lignes directrices élaborées par le COL et l'UNESCO concernant la démarche à suivre pour formuler et mettre en œuvre des politiques en matière de REL.	<ul style="list-style-type: none"> https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000373887/PDF/373887fre.pdf.multi

Description	URL
<p>La carte mondiale des REL (OER World Map) a commencé à réunir des politiques et s'appuie sur le travail de Creative Commons. On compte actuellement 222 politiques enregistrées sur la carte mondiale des REL. Le site proposera bientôt une nouvelle page consacrée à l'élaboration des politiques, ainsi qu'une formation.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • https://oerworldmap.org/resource/?filter.about.%40type=%22Policy%22
<p>Si les juristes des ministères nationaux de l'éducation ont des questions d'ordre juridique concernant le droit d'auteur et les licences ouvertes, ils peuvent prendre contact avec l'équipe de CC en charge de l'éducation ouverte.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Cable Green : cable@creativecommons.org • Jennryn Wetzler : jennryn@creativecommons.org.
<p>En tant que principale organisation mondiale pour l'éducation ouverte et à distance, le CIED participe aux actions relatives aux ressources éducatives libres depuis l'adoption du terme REL par l'UNESCO en 2002, voir le rapport.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Forum sur l'impact des didacticiels libres pour l'enseignement supérieur dans les pays en développement : https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000128515_fre/PDF/128515fre.pdf.multi
<p>Les activités du CIED concernant les politiques en matière de REL se basent sur le plan stratégique global du Conseil et sur son plan d'activités, ainsi que sur les activités mises en œuvre par les chaires sur les REL et le Comité chargé de la sensibilisation aux REL, par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> • contributions au registre des politiques relatives aux REL et à la carte mondiale des REL ; • partenariats étendus ; • une enquête mondiale, mise au point par le Comité du CIED chargé de la sensibilisation aux REL, qui vise à contribuer à une première cartographie de l'état de mise en œuvre de la Recommandation de l'UNESCO sur les REL dans plusieurs régions. 	<ul style="list-style-type: none"> • Exemple de partenariat étendu : https://oer4covid.oeru.org/ • Lettre d'invitation à l'enquête mondiale pour la cartographie de la mise en œuvre de la Recommandation sur les REL : https://mcusercontent.com/2c137fb8d5b2c00e44c649471/files/ff1a35fb-ec09-411e-9c18-b451b68a92d8/Survey_Formal_Invitation_letter.pdf
<h3>Groupe de travail 1 : Le renforcement des capacités</h3>	
<p>La totalité des contenus de certification CC constituent des REL (sous licence CC BY) et peuvent être utilisés et modifiés par n'importe qui. Ces contenus sont actuellement disponibles en anglais, en arabe et en italien.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Ressources de certification : https://certificates.creativecommons.org/about/certificate-resources-cc-by/ • Traductions : https://certificates.creativecommons.org/about/translations
<p>Chacun peut ajouter des supports de formation allant de cours complets à des guides sur la carte mondiale des REL, de sorte que des individus de différentes régions puissent trouver des ressources qui leur correspondent. Les éléments peuvent être décrits dans n'importe quelle langue, et des mots clés peuvent être utilisés pour aider à les trouver. CC a déplacé son registre des politiques relatives aux REL vers la carte mondiale des REL pour que chacun puisse chercher des personnes, des projets ET des politiques en lien avec l'éducation ouverte sur un même site.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Carte mondiale des REL : https://oerworldmap.org

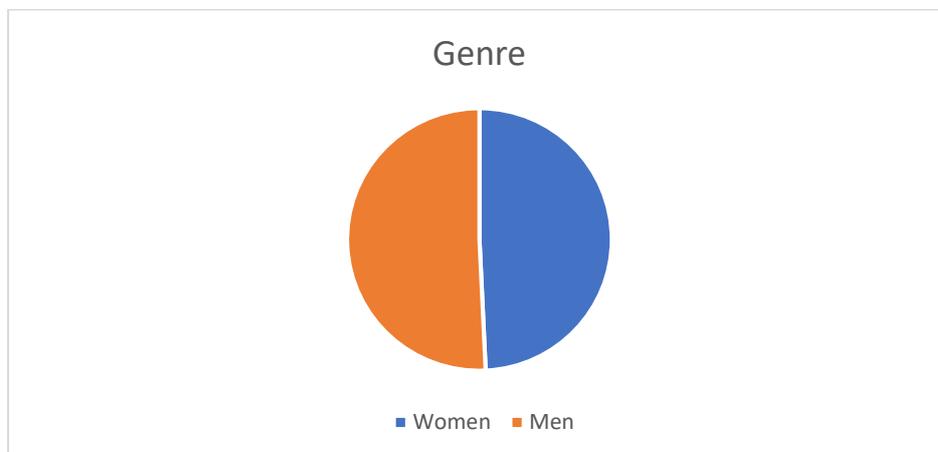
Description	URL
Cours visant à renforcer les capacités des éducateurs en matière de REL et de pratiques éducatives libres.	<ul style="list-style-type: none"> • Le cours OpenMed (disponible en anglais, en français et en arabe) et élaboré conjointement par des universités d'Europe, d'Égypte, de Palestine, de Jordanie et du Maroc : https://openmedproject.eu/ • Un nouveau jeu sur l'éducation ouverte sera produit en octobre par le projet OpenGame : https://opengame-project.eu/ • Un outil d'auto-évaluation et de renforcement des capacités appelé Open Educator Factory, qui compte plus de 1 000 utilisateurs : https://rd.unir.net/pub/oef/login.php • Le cours OERUp sur les REL pour l'apprentissage des adultes : http://www.oerup.eu/about/the-project/
Creative Commons met en place un nouveau certificat (et d'autres ressources) pour les galeries, bibliothèques, archives et musées afin de contribuer à rendre les œuvres culturelles des musées et des archives librement accessibles au monde entier. Tous les contenus seront sous licence CC BY.	À venir
Creative Commons héberge une « plate-forme pour l'éducation ouverte » (groupe de travail) pour soutenir la collaboration entre les défenseurs de l'éducation ouverte (du novice à l'expert) : elle compte actuellement 1 070 membres de 78 pays. L'adhésion est gratuite.	<ul style="list-style-type: none"> • https://network.creativecommons.org/cc-open-education-platform
Le pôle régional OE LATAM a été créé dans le but de promouvoir et d'encourager la collaboration en Amérique latine. En plus d'ajouter des ressources existantes, il en élabore de nouvelles qui répondent aux besoins locaux de la région en termes de contenu et de langue.	<ul style="list-style-type: none"> • www.oelatam.org
Le Community College Consortium for OER (États-Unis).	<ul style="list-style-type: none"> • https://www.cccoer.org/
OEG Connect, un outil ouvert pour la communication et la collaboration.	<ul style="list-style-type: none"> • https://connect.oeglobal.org/
L'UNESCO dispose d'un centre géré par des pays partenaires et en adéquation avec son Référentiel de compétences TIC pour les enseignants. Il vise à informer les responsables de l'élaboration des politiques éducatives, les prestataires en matière de formations professionnelles et les enseignants en activité sur le rôle des TIC dans la réforme de l'éducation, ainsi qu'à aider les États membres à définir des normes nationales en matière de compétences TIC pour les enseignants dans le cadre d'un plan directeur relatif aux TIC dans l'éducation.	<ul style="list-style-type: none"> • https://www.oercommons.org/hubs/unesco
Dans la bibliothèque publique, OER Commons, le centre de l'ALECSO pour les REL, encourage l'utilisation, l'élaboration et le partage des REL dans la région arabe. Ce centre contient les collections de REL conservées par l'ALECSO et ses pays partenaires.	<ul style="list-style-type: none"> • https://www.oercommons.org/hubs/alecso

Description	URL
L'Organisation des ministres de l'éducation des pays du Sud-Est asiatique (SEAMEO) a mis en place le réseau SEAMOOC qui permet de partager des ressources d'apprentissage en ligne et de télécharger des REL pour l'obtention d'un certificat ou le renforcement des capacités. Il s'agit d'un partenariat entre les centres SEAMEO, les universités ouvertes d'Asie du Sud-Est et les Ministères de l'éducation.	<ul style="list-style-type: none"> • http://seamooc.seameo.org
Les Philippines proposent des activités de renforcement des capacités sur l'utilisation, l'élaboration et le partage des REL, en particulier pour les méthodes alliant enseignement et apprentissage et pour l'apprentissage en ligne. L'université a en outre créé un dépôt de REL.	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités : model.upou.edu.ph • Dépôt : networks.upou.edu.ph
Le REBIUN (le réseau espagnol des bibliothèques universitaires) a entrepris de traduire en espagnol l'outil sur les REL de l'Ontario (disponible prochainement) et a publié un rapport sur la situation des REL dans les dépôts institutionnels de l'enseignement supérieur et quelques recommandations pour les améliorer.	<ul style="list-style-type: none"> • http://hdl.handle.net/20.500.11967/243
Liste récapitulative pour les débutants et les spécialistes concernant l'apprentissage ouvert en ligne.	<ul style="list-style-type: none"> • Débutants : http://mooc-quality.eu/online-courses-checklist-beginners • Spécialistes : http://mooc-quality.eu/online-courses-quality-criteria-experts
La recherche a commencé à rapprocher et à combiner éducation ouverte et science ouverte.	<ul style="list-style-type: none"> • http://link-springer-com-443.webvpn.fjmu.edu.cn/chapter/10.1007%2F978-981-15-4276-3_2
Le cours en ligne du COL sur les REL présente de manière synthétique des informations et des liens vers des ressources complémentaires pour permettre aux apprenants d'approfondir certains aspects des REL.	<ul style="list-style-type: none"> • https://www.col.org/news/news/online-course-open-educational-resources
Recueil de ressources organisées par Robert Schuwer	<ul style="list-style-type: none"> • https://www.robertschuwer.nl/?page_id=2660
Le CIED contribue par des projets, des événements et la conservation de supports de renforcement des capacités, ainsi que par des activités réalisées par nos chaires sur les REL et le Comité chargé de la sensibilisation aux REL.	<ul style="list-style-type: none"> • https://www.icde.org/open-education-resources-oer
<p>En mars 2020, le CIED a lancé plusieurs nouvelles activités en lien avec le renforcement des capacités :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la promotion conjointe, en collaboration avec l'UNESCO et l'OERu, de cinq micro-cours en ligne basés sur des REL ; • la mise en place d'un groupe de travail francophone sur les REL avec des partenaires de plusieurs universités virtuelles d'Afrique francophone, le Ministère français de l'éducation et les universités numériques thématiques françaises ; • une traduction pilote en français du micro-cours de l'OERu « Éducation ouverte, droit d'auteur et 	<ul style="list-style-type: none"> • Micro-cours en collaboration : https://www.icde.org/icde-news/unesco-oeru-icde-collaborate

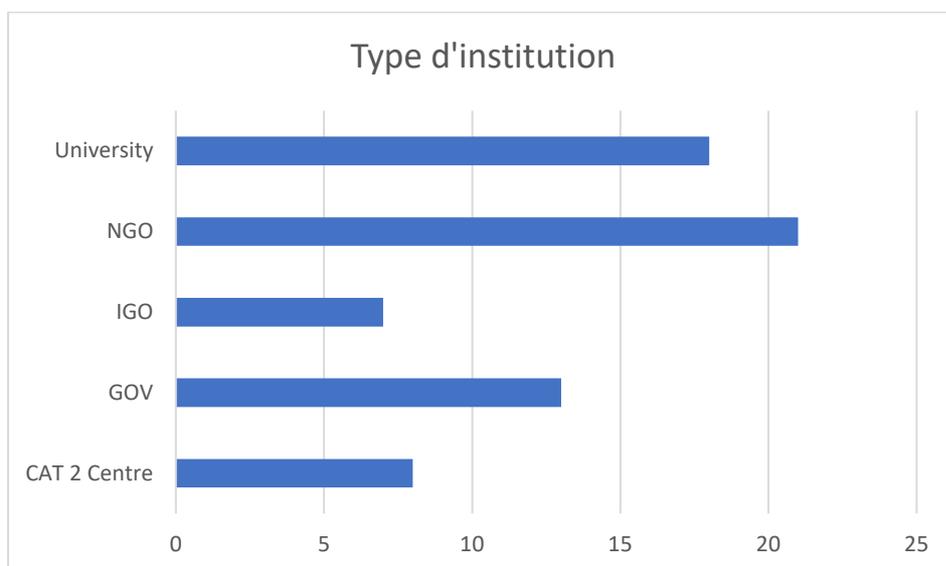
Description	URL
licences ouvertes dans un monde numérique », en collaboration avec l'UNESCO et l'OERu (lancement fin 2020).	
Le CIED contribue au renforcement des capacités liées aux REL au niveau des praticiens/universitaires et au niveau des dirigeants. Le Conseil organise chaque année un sommet des dirigeants et un forum des présidents pour les responsables/recteurs/présidents d'établissements d'enseignement supérieur. Des activités similaires peuvent être reproduites à l'avenir grâce à son réseau mondial qui réunit les responsables d'établissements d'enseignement supérieur de 190 universités dans diverses régions du monde, ainsi que des membres/experts individuels et des organisations partenaires.	<ul style="list-style-type: none"> • https://www.icde.org/events-listings/2018/12/4/open-education-leadership-summit-from-2018
Outils de communication	
Solutions Open Source pour diverses fonctions de communication.	<ul style="list-style-type: none"> • Discussion/liste de diffusion : Discourse • Enquêtes en ligne : Limesurvey • Conférences en ligne : BigBlueButton • Partage de fichiers d'entreprise : Nextcloud • Messagerie numérique : Rocket.Chat • Réseaux sociaux : Mastodon • Communication automatisée par courrier électronique : Mautic • Wiki – Mediawiki
Autres outils de communication.	<ul style="list-style-type: none"> • WhatsApp • Slack <p>(Note : toutes deux plates-formes propriétaires)</p>

Annexe 4 : Profil démographique et liste des participants

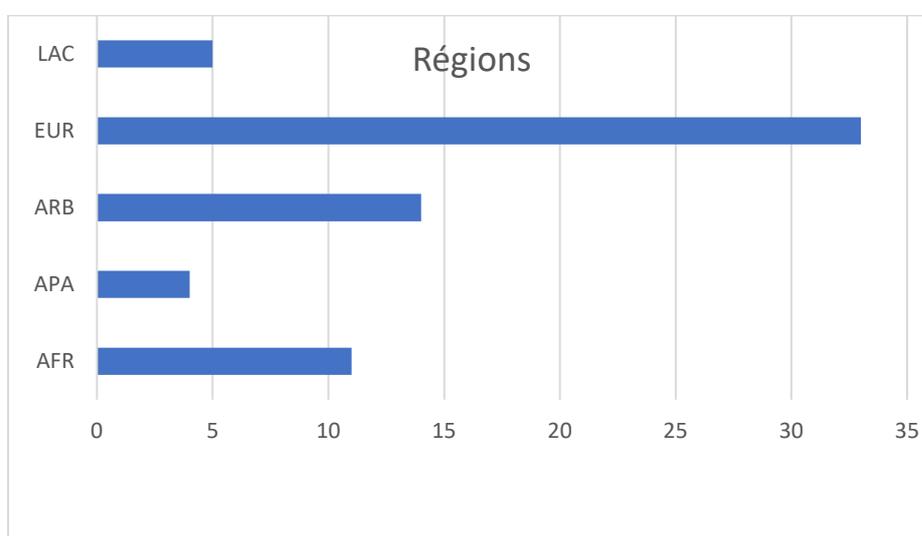
Profil démographique



[Traduction: * Femmes * Hommes]



[Traduction: – Université – ONG – OIG – GOUV – Centre cat. 2]



Liste des participants – Consultation en ligne du 22 au 24 juillet 2020

Nom	Prénom	Sexe	Poste ³	Institution	Type d'institution	Pays ⁴	Région du monde
Agboh	Koffi Michel	H	Secrétaire général	Commission nationale togolaise pour l'UNESCO	GOUV	Togo	AFR
Agbu	Jane-Frances Obiageli	F	Directrice, Centre d'études NOUN-Abuja	Université ouverte du Nigéria (NOUN)	Université	Nigéria	AFR
Ahmed	Ilyas	H	Animateur des sessions de formations sur le numérique	Université de Djibouti	Université	Djibouti	AFR
Al Sayed	Estiqlal	H	Spécialistes des ressources éducatives	RCICT	Centre cat. 2	Bahreïn	ARB
Alhussaini	Fatima	F	Spécialistes des technologies d'apprentissage	RCICT	Centre cat. 2	Bahreïn	ARB
Ali	Maryam	F	Spécialistes des technologies	RCICT	Centre cat. 2	Bahreïn	ARB
Alkowari	Suha	F	Représentante	RCICT	Centre cat. 2	Bahreïn	ARB
Almajed	Mohammed	H	Assistant informatique	RCICT	Centre cat. 2	Bahreïn	ARB
Alshurooqi	Mariam	F	Spécialiste principale des technologies éducatives	RCICT	GOUV	Bahreïn	ARB
Alzubari	Saad	H	Spécialiste des programmes informatiques	RCICT	Centre cat. 2	Bahreïn	ARB
Antenas	Javiera	F	Chercheuse	OE Policy Hub – Lab	ONG	États-Unis	ENA
Bajinath	Mohini	F	Chercheuse	OER Africa	ONG	Afrique du Sud	AFR
Bandalaria	Melinda	F	Présidente et professeur	Université ouverte de l'Université des Philippines	Université	Philippines	APA
Baroud	Fawzi	H	Titulaire de la chaire UNESCO sur les REL	Université Notre Dame	Université	Liban	ARB
Bernabew Ramos	Raquel	F	Directrice	SEP	ONG	États-Unis	ENA
Bernard	Noelie	F	Chargée de mission	CNFU	GOUV	France	ENA

³ Poste au sein de l'institution.

⁴ Pays dans lequel l'institution est basée.

Borghino	Jose	H	Secrétaire général	Union internationale des éditeurs	ONG	Suisse	ENA
Butcher	Neil	H	Stratège en REL	OER AFR	ONG	Afrique du Sud	AFR
Carr	Alexis	F	Coordonnatrice des recherches	Commonwealth of Learning	OIG	États-Unis	ENA
Daily	Una	F	Directrice, CCCOER	Open Education Global	ONG	États-Unis	ENA
Dieng	Papa-Youga	H	Coordonnateur IFADEM	Organisation internationale de la Francophonie	OIG	Sénégal	AFR
Dubourg-Lavroff	Sonia	F	Conseillère	Commission nationale française pour l'UNESCO	GOUV	France	ENA
Echterhoff	Charlotte	F	Conseillère scientifique	DLR-Projektträger	ONG	Allemagne	ENA
Elizalde	Alejandro Velazquez	H	Sous-Directeur de secteur	Secrétariat à l'éducation publique	GOUV	Mexique	LAC
Ganz	Mario	H	Conseiller scientifique	DLR Projektträger	ONG	Allemagne	ENA
Ghenia	Skander	H	Directeur général du numérique	Ministère de l'éducation	GOUV	Tunisie	ARB
Green	Cable	H	PDG par intérim et Directeur de l'éducation ouverte	Creative Commons	ONG	États-Unis	ENA
Havermann	Leo	H	Chercheur	OE Policy Hub (OER World Map) / Open University	ONG	Royaume-Uni	ENA
Hrastelj	Gasper	H	Secrétaire général adjoint	Commission nationale pour l'UNESCO	GOUV	Slovénie	ENA
Ishmael	Kristina	F	Directrice de l'enseignement primaire et secondaire	Open Education Global	ONG	États-Unis	ENA
Janssen	Ben	H	Chercheur	OpenEd Consult	ONG	Pays-Bas	ENA
Jermol	Mitja	H	Directeur	Institut Josef Stefan	Université	Slovénie	ENA
laaziz	ilham	F	Directrice	Programme GENIE , Ministère de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique	GOUV	Maroc	ARB
Landa	Karen	F	Consultante	UNESCO	OIG	France	ENA

Lesko	Igor	H	Directeur des opérations	Open Education Global	ONG	Slovaquie	ENA
Mackintosh	Wayne	H	Directeur général/Chaire UNESCO sur les REL	OER Foundation/OERu	ONG	Nouvelle-Zélande	APA
Maiyaki	Christopher	H	Directeur	Commission nationale des universités	GOUV	Nigéria	AFR
McGreal	Rory	H	Titulaire de la Chaire sur les REL	Faculté des sciences humaines et sociales, Université d'Athabasca	Université	Canada	ENA
Mohammad	Rania Edrees	F	Maître de conférences	Université ouverte du Soudan	Université	Soudan	ARB
Morales	Marcela	F	Directrice des relations avec les communautés	Open Education Global	ONG	Mexique	LAC
Nascimbeni	Fabio	H	Professeur adjoint	Universidad Internacional de La Rioja	Université	Espagne	ENA
Ndlovu	Nokulunga	F	Maître de conférences	University of the Witwatersrand	Université	Afrique du Sud	AFR
Neumann	Jan	H	Responsable de l'organisation et des affaires juridiques	Bibliothèque centrale de Rhénanie-du-Nord-Westphalie (hbz)	GOUV	Allemagne	ENA
Olivier	Jako	H	Titulaire de la Chaire UNESCO sur l'apprentissage multimodal	North-West University (NWU)	Université	Afrique du Sud	AFR
Orlic	Davor	H	Chercheur	Institut Josef Stefan	Université	Slovénie	ENA
Osman	Gihan	F	Professeur adjoint en technologie et conception pédagogiques	Université américaine du Caire	Université	Égypte	ARB
Petrides	Lisa	F	Présidente et fondatrice	Institute for the Study of Knowledge Management in Education (ISKME)	ONG	États-Unis	ENA
Proudman	Vanessa	F	Directrice	SPARC Europe	ONG	Pays-Bas	ENA
Ramirez Montoya	Maria Soledad	F	Titulaire de la Chaire sur les REL	Tecnologico de Monterrey	Université	Mexique	LAC
Saad	Nichole	F	Responsable du programme de l'éducation	Wikimedia Foundation	ONG	États-Unis	ENA

Santos	Gema	F	Professeur associé ; documentaliste pour les recherches numériques	Université de Pompeu Fabra ; Université ouverte de Catalogne	Université	Espagne	ENA
Schrimpf	Philip	H	Représentant	Commission allemande pour l'UNESCO	GOUV	Allemagne	ENA
Schuer	Robert	H	Professeur	Université des sciences appliquées de Fontys	Université	Pays-Bas	ENA
Shamandy	May Yaseen	F	Directrice p.i.	RCICT	Centre cat. 2	Bahreïn	ARB
Sharaf	Hanan	F	Spécialiste des technologies d'apprentissage	RCICT	Centre cat. 2	Bahreïn	ARB
Sospeter	Gatobu	H	Directeur, recherche et développement, suivi, évaluation et apprentissage	Learning for Humanity	ONG	Canada	ENA
Stracke	Christian M.	H	Directeur et Président du CIED pour les REL	European Institute for Learning, Innovation and Cooperation (eLC), Allemagne	Université	Pays-Bas	ENA
Swiatek	Cécile	F	Conservatrice	Fédération internationale des associations et institutions de bibliothèques (IFLA)	ONG	France	ENA
Tanawa	Emile	H	Directeur	Organisation internationale de la Francophonie	OIG	Sénégal	AFR
Tighe	Olivia	F	Assistante	UNESCO	OIG	France	ENA
Valenzuela	Ethel Agnes	H	Directeur	Secrétariat de la SEAMEO	OIG	Thaïlande	APA
Van Wyk	Trudi	F	Directrice principale : inclusion sociale et qualité	Ministère de l'enseignement supérieur et de la formation	GOUV	Afrique du Sud	AFR
Varoglu	Zeynep	F	Spécialiste de programme CI/DIT	Secrétariat de l'UNESCO	OIG	France	ENA
Westermann	Werner	H	Chef du programme d'éducation civique	Bibliothèque du Congrès national du Chili	GOUV	Chili	LAC

Wetzler	Jennryn	F	Directrice adjointe de l'éducation ouverte	Creative Commons	ONG	États-Unis	ENA
Yamada	Tsuneo	H	Professeur	Université ouverte du Japon	Université	Japon	APA